la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

24e année. — N° 393. — Nouvelle série n° 92. MARS 1955. — Prix : 100 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 600 fr.
Un an .... 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 700 fr.
Un an .... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 92 - Mars 1955

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;*

2) *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;*

3) *De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4) *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier,* « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;*

6) *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;*

7) *Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :* **l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

ADRESSE AUX MILITANTS SYNDICALISTES

QUI VONT SE RÉUNIR A PUTEAUX

Nous allons inventorier nos forces, confronter nos expériences, définir nos méthodes et choisir nos objectifs. Nous avons un commun intérêt à prendre conscience de notre infériorité, de notre actuelle incapacité à répondre aux défis que nous lancent les problèmes sociaux. Nous n'avons nulle intention d'affronter les drames de notre monde en exaltant la valeur de nos principes et en insistant sur notre bonne volonté. C'est le sentiment d'une faiblesse générale du mouvement ouvrier et de son effacement progressif qui nous pousse à nous réunir pour faire le point d'une situation que nous devinons critique, et pour établir les données d'une politique ouvrière efficace dont nous déplorons l'absence.

La grande majorité des militants sont aux prises avec mille travaux pratiques dont le total dépasse leurs possibilités quotidiennes. Cette somme d'efforts et de dévouements ne se retrouve pourtant pas dans le bilan de la vie nationale ou internationale, et elle pèse médiocrement sur l'évolution de la société. Il n'est pas vrai, comme d'aucuns le prétendent, que nous sommes moins nombreux qu'aux périodes fastes du syndicalisme combattant.

Malgré la désaffection ouvrière envers les syndicats, malgré la lourde mainmise d'un impérialisme sur un secteur important du prolétariat organisé, malgré la division et la sclérose des centrales ou des fédérations syndicales libres, le nombre de volontaires, d'activistes, est aussi grand sinon plus qu'en 1890 ou 1910. Mais ils sont davantage représentatifs des époques où ils se sont formés, où sont nées les idéologies qui les marquent, que du moment présent. En un demi-siècle, bien des expériences ont eu lieu, bien des évolutions se sont affirmées, bien des révolutions ont mûri jusqu'à l'éclatement. Et nous vivons parmi un bric-à-brac de souvenirs ou de leçons, représentés les uns et les autres par des hommes-échantillons. Les moindres villes françaises recèlent des groupes d'ex- : ex-libertaires, ex-communistes, ex-socialistes, ex-syndicalistes. Sur cet extraordinaire humus éclosent d'étranges destinés individuelles. Mais nous ne saurions nous contenter de voir dans ces évasions les résultats des seules lassitudes ou ambitions personnelles.

Nous aussi, désespérément accrochés à la lutte sociale, nous sommes des ex- ; bien que fidèles à nos idées ; parce que fidèles à nos idées. Nous sommes des ex- du combat ouvrier réel. Nous couvrons nos tâches actuelles de formules nostalgiques. Nous en sommes réduits, dans le meilleur des cas, à prolonger des courants d'opinion. Nous ne sommes plus entièrement dans la mêlée, mais mi-contemplatifs, mi-acteurs, sans que nos deux attitudes se complètent. Les événements se déroulent ou s'étirent hors de notre atteinte, étrangers à notre préhension.

Ainsi donc, la rencontre de Puteaux peut être dans le meilleur des cas, — et ne doit être que cela si elle se veut utile — un rendez-vous de syndicalistes décidés à vivre, à œuvrer et à se manifester dans le présent. Il n'y aura ni saoulerie de mots, ni évasion dans le futur, ni regrets des âges défunts. Alors seulement nous pourrons nous intégrer à la constante positive du mouvement ouvrier qui est d'intervenir sur les questions réelles, héritées d'hier, et de conditionner l'avenir par la nature des solutions apportées aux problèmes d'aujourd'hui.

***

Dans cette Europe bouleversée par les guerres, surplombée par l'Empire soviétique, avide et mécontente à la fois de la protection américaine, la France collectionne la plupart des contradictions qui affaiblissent les nations occidentales. Superbe et décadence se retrouvent dans son comportement. Son antisoviétisme s'explique, autant que son antiaméricanisme, par la crainte de la révolution. Une bourgeoisie sans esprit d'entreprise, solidaire d'une économie stagnante et incohérente, prisonnière de la masse des privilégiés inactifs et coûteux qui lui fournit une base électorale, s'en remet aux grands commis, aux technocrates et à une vaste bureaucratie pour répondre aux problèmes qui la dépassent. Sa fin sans histoire est garantie par un Etat boursouflé par la décomposition.

Cette dégradation atteint la plupart des organes du pays, frappe presque toutes les couches sociales. La classe ouvrière n'en est pas indemne. Les poussées populaires, faute de buts précis et de pleine conscience des réformes à imposer, vont s'enliser dans les marais parlementaires. Là où les héritages attendent qui voudra les prendre, la revendication ouvrière est absente et de nouvelles castes se forment pour bénéficier de la carence prolétarienne. L'audace et la force, autrefois apanages des équipes syndicales, sont devenues caractéristiques des enragés de la décadence. Ce sont les betteraviers, ce sont les pinardiers, ce sont les « poujadistes » qui brisent les lois du Parlement pour survivre aux lois de la concurrence, alors que les représentants syndicaux attendent sagement que le ministre de service veuille bien les recevoir.

Dans le meilleur des cas, les parfaites revendications ouvrières, les raisonnables réformes proposées par les centrales s'en vont prendre leur numéro dans la queue des innombrables doléances présentées par les associations de défense de la dentelle bretonne ou des comités de protection des taillanderies bas-alpines. La ronde des gouvernements paralyse les mouvements syndicaux ouvriers toujours prêts à juger le programme du dernier Cabinet, toujours dans l'attente de se prononcer sur les vœux du prochain, jamais capables de définir et d'imposer leurs volontés, d'apparaître comme un élément, sinon comme l'élément déterminant de la grande mêlée sociale.

Les situations et les problèmes où une intervention ouvrière lucide et pressante serait possible ne manquent cependant pas. L'apathie et l'éloignement des salariés ne résisteraient pas aux campagnes d'information, aux mobilisations générales pour le triomphe

d'une solution pratique aux inquiétudes les plus précises. Que ce soit le logement, la reconversion industrielle ou la fiscalité, chaque abcès dont souffre la société française demande un traitement énergique que ni l'Etat électoraliste ni la bourgeoisie assoupie ne sont disposés à appliquer.

Le mouvement syndical, pour peu qu'il veuille délaisser les jeux parlementaires et cesser de rêver d'une place au soleil qu'une « bonne » majorité accorderait à ses représentants, apparaît comme le seul moteur possible du progrès social.

***

Faut-il dresser une longue liste des réformes partielles ou structurelles que le mouvement syndical pourrait entreprendre et imposer par son action ? Ce serait relativement facile ; mais il est plus important de convaincre les militants de la possibilité de lutter pour des réformes et de les habituer à rechercher eux-mêmes, chaque jour et en toutes circonstances, où et comment intervenir dans la vie sociale. Cette agilité dans l'adaptation et cet esprit d'initiative, qui furent les qualités maîtresses de la bourgeoisie industrielle à une époque pas tellement lointaine, pourquoi ne seraient-ils pas pratiqués par les équipes syndicales ? Au lieu de lourds appareils correspondant cependant à des troupes peu nombreuses, nous créerions des organismes souples et adaptés aux tâches pratiques. L'à-propos des militants et les premières batailles livrées pour des buts bien définis, et avec les moyens du bord, entraîneraient rapidement la renaissance du mouvement ouvrier et l'habitueraient à un rôle moteur.

Qu'une confédération lance des combats pour des objectifs communs à l'ensemble des travailleurs, voire à la majorité de la population, n'empêche nullement les fédérations, les unions départementales et locales, les syndicats et les sections de viser dans leur propre champ de tir. Ce qui est essentiel, c'est de partir à l'action non sur des slogans ou des mots d'ordre d'agitation, mais en pleine connaissance des problèmes préhensibles et sensibles à la volonté concrète des intéressés.

Sans doute peut-on continuer l'actuelle gymnastique, épuisante et stérile, aux agrès de l'idéologie ; se passionner pour les joutes oratoires à propos de l'existence ou de l'inexistence de Dieu, cueillir la migraine à supputer les chances d'une nouvelle gauche avec ou sans François Mauriac. Mais ces exercices ne modifient en rien la condition ouvrière non plus que le maintien des travailleurs au rang de citoyens de catégorie inférieure. Par contre, les discours énivrants perpétuent la tradition des foules aveugles et des masses en quête d'un sauveur. La seule politique ouvrière est aux dimensions des connaissances et des moyens des travailleurs organisés. Toute autre, fût-elle exaltante, ne peut conduire qu'au mythe de la bonne autorité, de l'arbitrage suprême, de la monarchie, du « parti qui ne trompe jamais », ou de l'histoire qui apporte les lendemains chantants.

Rendre efficace l'action syndicale, c'est rendre confiance aux salariés, c'est remplacer les mots par les faits. Et que l'on ne voie pas dans ces banales constatations un retrait couvrant l'aménagement d'une condition prolétarienne au creux d'une sécurité trompeuse ou dans la tiédeur d'une médiocrité définitive. C'est au contraire dans la certitude que nous vivons en France une mue sociétaire, et que des transformations profondes se produisent actuellement, que nous appelons les militants à se jeter à corps perdu dans le combat social pour mettre leur empreinte sur un monde en fusion. Non sur le monde passé ou sur celui des sociétés idéales, mais sur celui dont nous faisons partie et dont nous voulons être responsables au maximum de nos forces, de notre entendement, de nos volontés, de notre liberté de choix.

Louis MERCIER.

Vincent Auriol libère sa conscience

Sous le titre **Est-il vrai...**, la « R.P. » de décembre 1953 posait les deux questions suivantes :

Est-il vrai que M. Auriol a sur son bureau un rapport du doyen des juges d'instruction de Tunis expliquant pourquoi il lui est impossible de poursuivre les meurtriers de Fahrat Hached, assassiné il y a un an ?

Si oui, est-ce que M. Auriol a l'intention de quitter la présidence de la République sans donner à ce rapport la suite que l'honnêteté la plus élémentaire comporte ?

Le 13 février dernier, Vincent Auriol donnait une réponse indirecte à ces questions. Dans un article de **France-Soir** au titre anodin : **Rendre la justice n'est pas une fonction administrative,** Auriol insérait cette phrase lourde de sens :

Le jour où certains dossiers de Tunisie seront connus, on verra comment la police, à l'abri de toute sanction et au su d'un ministre alors en exercice, couvrit certains actes, empêcha la découverte de certains coupables.

Ce qui veut dire en clair :

Au su d'un ministre alors en exercice (et au su également de M. Auriol, président de la République), la police tunisienne a couvert l'assassinat de Fahrat Hached et a empêché la découverte des meurtriers.

Un an après avoir quitté la présidence de la République, Vincent Auriol éprouve donc, enfin, le besoin de libérer sa conscience. Mieux vaut tard que jamais...

Mais il ne doit point la libérer à demi ; il lui faut la libérer totalement. Et pour cela dire explicitement que c'est bien l'assassinat du secrétaire de l'Union Générale des Travailleurs de Tunisie que la police tunisienne a couvert, indiquer les coupables dont elle a empêché la découverte et désigner nommément le ministre en exercice qui a connu cette forfaiture et l'a, à son tour, couverte en mettant les coupables à l'abri de toute sanction.

Vous ne pouvez, Monsieur le Président, vous arrêter à mi-chemin. Vous ne pouvez vous contenter d'accuser anonymement. Il vous faut fournir les noms et les preuves.

D'ailleurs, votre accusation est suffisamment formelle pour constituer à l'égard de la police tunisienne et d'un ancien ministre non dénommé une diffamation caractérisée. Pour l'honneur de la police, pour l'honneur de tous les ministres alors en exercice, le garde des Sceaux doit donc vous faire poursuivre, ce qui vous permettra de préciser et de prouver vos accusations — et du même coup le bien-fondé des nôtres — au grand jour de la Cour d'assises.

Parmi nos LETTRES

Encore le colonialisme

Du camarade **Salençon** :

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la lettre courageuse d'Espinasse que vous avez publiée dans la dernière livraison de la R.P. *Je dis « courageuse », car il faut, aujourd'hui, dans les syndicats, pas mal de courage pour oser bousculer certaines formules toutes faites, absolument en dehors du réel, et dont les conséquences pratiques, si elles étaient prises au sérieux, iraient tout droit à l'encontre du but poursuivi par le syndicalisme libre.*

Pour moi, c'est Lucien Laurat qui a raison lorsqu'il énonce ce principe fondamental :

« Le syndicalisme a pour mission de s'opposer à l'exploitation et à l'oppression *d'où qu'elles viennent,* mais c'est précisément pour cela qu'il lui incombe de distinguer entre les différents courants qui se manifestent dans un territoire et de ne pas soutenir aveuglément des mouvements notoirement rétrogrades qui combattent le capitalisme au nom de privilèges précapitalistes. Les tenants de la neutralité extrémiste, avides de hâter la liquidation du capitalisme d'antan et de brûler les étapes, risquent, bien souvent, de faire le jeu, soit de clans féodaux indigènes, soit des agents de l'esclavagisme soviétique. »

On objectera que l'argument n'est pas nouveau. Possible ! Mais les circonstances nous poussent à le considérer avec attention, car, désormais, il ne s'agit plus de théorie, mais d'actes d'une exceptionnelle gravité.

Par contre, ce qui est nouveau, c'est la croissance continue, massive, de l'impérialisme esclavagiste moscovite et l'appui donné par ce dernier aux divers nationalismes dans l'espoir de devenir très rapidement leur successeur.

Espoir chimérique ? Il faudrait être aveugle pour le soutenir, ou totalement ignorant de ce qui s'est passé et se passe encore à travers le monde.

Sans discuter inutilement sur la volonté réformatrice (!) des clans féodaux indigènes dont parle Laurat, on peut logiquement se demander quelle sera l'attitude des « syndicalistes révolutionnaires » français quand ils auront en face d'eux une Algérie soumise à Moscou, ce qui ne tarderait pas, étant donné les énormes moyens de propagande et de corruption dont disposent les dirigeants communistes.

Prêcheront-ils la soumission, la résignation ? Non ? La révolte ? Alors, à quoi cela rime ?

Demanderont-ils à la France de renforcer son armure et de consolider de toute urgence l'alliance atlantique — ou, à l'instar de Marceau Pivert, soutiendront-ils une position inverse ?

Tout ça, bien sûr, pour avoir le plaisir de susciter la résistance et de fomenter la rébellion quand leur pays sera à son tour domestiqué ?

Il sera bien temps !

Allons, assez d'incohérences et de sottises !

Réclamer des réformes et s'insurger contre un certain état d'esprit rétrograde et méprisant est une chose ; préconiser l'aventure — l'aventure sanglante à bref délai — en est une autre.

Cessons de jouer les apprentis sorciers.

Pour ma part, et quoi qu'en dise l'étonnant commentateur de la lettre d'Espinasse, je me refuse à confondre les tueurs et pillards fanatiques avec les travailleurs honnêtes d'Afrique du Nord.

Les mouvements nationaux d'Afrique du Nord sont des mouvements « précapitalistes » et sont le fait de « clans féodaux » ? Notre camarade veut rire ! Il n'y a personne de ceux qui connaissent tant soit peu l'Afrique du Nord qui puisse prendre cette assertion au sérieux. Non pas, certes, qu'il n'y ait point de « clans féodaux » en Afrique du Nord, mais, loin de participer aux mouvements nationaux, les féodaux sont les plus fermes soutiens de l'Administration française. Les féodaux sont les aghas et les bach-aghas d'Algérie, les pachas du Maroc (dont le Glaoui est le type) et les marabouts. Or, aghas, bach-aghas, pachas et marabouts, qui n'existent à peu près plus que par la volonté de la France, s'accrochent désespérément à la France.

Loin d'être le fait de féodaux, les mouvements nationaux africains sont, au contraire, presque exactement constitués comme ceux qui, en Europe, mirent fin à l'ancien régime au cours des siècles derniers et créèrent le régime moderne : ils sont mi-bourgeois et mi-ouvriers. Leur fraction bourgeoise est surtout composée d'avocats, de médecins, de professeurs, et leur fraction ouvrière de travailleurs organisés en syndicats.

Quant au danger « communiste », cette autre tarte à la crème des colonialistes, il est absolument inexistant *pour le moment.* Beaucoup plus inexistant qu'en France.

Faut-il rappeler, en effet, que les syndicats ouvriers tunisiens se sont séparés de la C.G.T. bien avant les syndicats français, que leur organisation, l'U.G.T.T., s'est fondée plusieurs années avant F.O. et que l'U.G.T.T. groupe présentement l'immense majorité des travailleurs tunisiens en face d'une organisation syndicale communiste (U.S.T.T.) squelettique, alors qu'en France c'est tout le contraire : la C.G.T. communiste y groupe la grande majorité des travailleurs tandis que F.O. est squelettique ?

Faut-il rappeler également que le mouvement national algérien le plus actif, celui fondé par Messali Hadj, a complètement rompu avec les communistes il y a vingt-cinq ans, et qu'il a été, constamment depuis, à couteaux tirés avec eux ? « C'est grâce au mouvement nationaliste, c'est avec l'aide des militants nationalistes que, dans le Constantinois, nous avons pratiquement liquidé la C.G.T. et le parti communiste », déclarait Manchon, secrétaire de l'U.D. de Constantine, au dernier congrès de F.O.

Faut-il rappeler, enfin, que si, au Maroc, les travailleurs marocains sont syndiqués à la C.G.T., c'est uniquement par la volonté du gouvernement français qui les empêche de fonder des syndicats à eux, en imposant aux syndicats d'être dirigés par des Français ? Que la liberté syndicale soit instituée au Maroc, et vous n'y verrez bientôt plus pratiquement un seul travailleur à la C.G.T.

Quant aux partis nationaux eux-mêmes, tout le monde sait que le Néo-Destour, de Tunisie, n'a pas cessé, depuis le premier jour, de rechercher l'appui américain, et que l'Istiqlal marocain est étroitement lié à l'actuel gouvernement égyptien, qui pourchasse et condamne les communistes.

Par contre, ce qui est vrai, c'est que si la politique d'entêtement, de provocation et de domination raciale, qui est celle de nos colonialistes de droite et de gauche, se poursuit encore longtemps, le « danger communiste » naîtra, grandira et emportera tout en Afrique du Nord. Car s'il leur est impossible de se libérer autrement, les quelque 20 millions d'indigènes qui y vivent tenteront d'y parvenir avec l'aide de Moscou.

« Pour mettre fin à la domination française, je m'allierai avec le diable ! », disait Ho Chi-minh à l'un de ses amis parisiens qui lui reprochait ses liens avec Moscou, lors de sa venue en France pour les négociations de Fontainebleau. Tout pareillement, si on les y oblige, les Moghrebins s'allieront, eux aussi, avec le diable, mais les responsables n'en seront autres que les colonialistes. Il y a certainement un danger communiste en Afrique du Nord, *pour l'avenir,* mais c'est le colonialisme qui le créera.

Des bénéfices d'une scission aux promesses de l'unité !

La presse a suffisamment commenté la réalisation de l'unité du mouvement syndical américain, dont le principe a été consacré par les directions des deux centrales : l'American Federation of Labor et le Congress of Industrial Organisations. A l'exception de la page syndicale de *Franc-Tireur* et des articles de son rédacteur social, Marcel Rousseau, tout ce que nous avons lu prouve cette « simplification » tendancieuse et déformante à travers laquelle le public français voit les mouvantes réalités américaines.

Rendons un hommage particulier à l'éditorialiste du *Monde* dont la virtuosité dans le faux par omission et l'insinuation jésuitique atteint la perfection.

Les lecteurs de la *R.P.*, s'ils ont quelque patience et quelque mémoire, peuvent saisir les éléments de la question. Ils retrouveront dans notre collection d'avant guerre une documentation sérieuse sur la fondation du C.I.O.

Dès les premiers numéros de notre nouvelle série, Alfred Rosmer nous informait sur les problèmes de la « reconversion », et ses chroniques ultérieures témoignaient d'une compréhension du mouvement américain, unique dans le syndicalisme français. Nous avons tenté à notre tour de rendre compte de nos contacts directs ou indirects avec les syndicats américains dans nos « notes de voyage » d'octobre et décembre 1950, et nous avons précisé les positions actuelles de l'A.F.L. dans notre article de novembre 1954.

Le succès d'une expérience

Il s'agit essentiellement aujourd'hui de la conclusion d'une étape — une des plus importantes sans doute — de l'évolution du syndicalisme américain : l'expérience du C.I.O. qui aura duré près de vingt ans. Bien entendu, les simplificateurs qui n'ont vu dans l'affaire qu'une scission provoquée par des facteurs idéologiques et politiques, liquidée par l'alignement de la minorité sur les positions idéologiques et politiques de la majorité, réduisent les faits aux dimensions de leur pauvre petite logique et négligent l'essentiel. Ceux qui font intervenir le facteur humain, l'opposition entre deux appareils, deux bureaucraties touchent la réalité au moins sur un point. Car il y eut certainement conflit de générations et l'humanité américaine présente l'universelle contradiction entre l'ange et la bête, entre les motifs généreux et les mobiles sordides. Tout cela n'est pas négligeable, mais certainement pas déterminant.

Car même si le C.I.O. disparaît, l'expérience a réussi. Les syndicats d'entreprise groupés dans de puissantes unions industrielles ont brisé le monopole des syndicats de métiers et liquidé les « syndicats-maisons » constitués par les patrons. Il ne s'agit donc pas d'un simple « recollage de morceaux ». A la vieille A.F.L. — qui a d'ailleurs assoupli et renouvelé son recrutement — le C.I.O. apporte une masse de travailleurs qui, en 1937, ne figuraient pas dans les effectifs syndicaux. La scission de 1937 présente quelque analogie avec l'unité française de 1936. Mais ici la fameuse promotion Blum qui quintupla les effectifs de la C.G.T. fut beaucoup plus roulée dans les flots de la démagogie politique que solidement organisée. Là, l'organisation a précédé la crue, l'a définitivement canalisée. Depuis des années, par une convention d'abord tacite puis explicite, il n'y avait plus de compétition entre les deux centrales dans les entreprises. Les « compétences » étaient mutuellement respectées. Le réseau des syndicats industriels entrera intact dans la centrale unifiée.

L'opposition entre le métier et l'entreprise — aspect du développement industriel qui a noyé les ouvriers qualifiés dans l'immense armée des manœuvres spécialisés — n'est évidemment pas un phénomène spécifiquement américain. L'Angleterre et la France ont connu de semblables conflits. Le C.I.O. lui-même porte l'héritage de rébellions conscientes et organisées contre le corporatisme réformiste de l'A.F.L. dont les plus marquantes restent : la « Socialist Trade and Labour alliance » de D. Léon, la grande grève des cheminots menée par le grand leader socialiste Eugène Debs en 1894, la fondation en 1905 des Industrial Workers of the World, d'esprit syndicaliste révolutionnaire, dont l'action pacifiste provoqua à la fin de l'autre guerre une féroce répression, décrite par Upton Sinclair dans « 100 % » (1). Le C.I.O. a certainement profité des tentatives et échecs antérieurs. Son succès, que l'on connaît mal, présente les caractères ordinaires des processus américains : densité, rapidité, efficacité. Mais il éclaire les possibilités du syndicalisme industriel dans le monde entier — alors que l'on a tenté, en Europe, de dépasser ou de repenser le syndicalisme, par le planisme ou l'étatisme.

(1) Nous devrions également mentionner « les Chevaliers du Travail », dont la légende garde encore tout son éclat. Mais ce fut à proprement parler une révolte contre le corporatisme.

Il ne faut jamais oublier que la grande crise de 1929 ébranla la société américaine plus profondément qu'une guerre ou une révolution. L'A.F.L. réagit selon ses tendances fondamentales : par la défense des métiers, la consolidation des noyaux d'ouvriers qualifiés. Esprit conservateur sans nul doute — qui s'affirmait aussi dans la résistance à l'immigration torrentielle. Nous avons déjà noté que cette résistance a ses côtés positifs et qu'elle eut des effets salutaires. Maintien des droits et des privilèges d'une aristocratie peut-être — mais *d'une aristocratie exclusivement ouvrière,* sans autre titre de noblesse que sa qualification professionnelle. Au reste, un élément d'appréciation que l'on ne peut négliger : c'est que le développement du C.I.O. n'a pas contrarié la croissance et le renforcement de l'A.F.L. Dans ces dernières années, on notait même la régression de celui-là, tandis que celle-ci continuait sa marche ascendante, favorisée par le retour en son sein de l'Union des Travailleurs de la Confection pour Dames en 1941 et de la Fédération des Machinistes en 1951 (2).

Mais si paradoxal que cela paraisse, c'est peut-être la fondation du C.I.O. qui a sauvé l'A.F.L. Car la crise provoqua un mouvement spontané et tumultueux dans les grandes entreprises qui aurait abouti peut-être à une désagrégation du syndicalisme américain, sans l'organisation du C.I.O.

L'analogie avec l'action ouvrière française de 1936 se justifie par deux autres observations :

1° Les initiatives politiques à tendances populaires de lutte contre la crise, menées par Roosevelt aux Etats-Unis, par le Rassemblement populaire en France, ont sans doute créé l'atmosphère favorable au déclenchement de l'action ouvrière, mais ne l'ont pas directement inspirée. Ce n'est pas Roosevelt qui est responsable des révoltes du prolétariat des aciéries et de l'industrie automobile — pas plus que Blum et Thorez n'ont voulu les journées de juin. Au contraire, c'est l'action ouvrière qui a permis le succès des initiatives politiques, qui a même largement dépassé les objectifs des leaders politiques.

2° La similitude n'apparaît pas seulement dans le rythme vertigineux du recrutement, mais dans les méthodes utilisées lors des batailles. Les grèves sur le tas et les occupations d'usines marquèrent la lutte ouvrière aux Etats-Unis comme en France ; beaucoup plus généralisées chez nous, mais souvent plus dramatiques là-bas.

Nous n'en donnerons que trois exemples (3) :

L'industrie automobile subissait avant 1929 une tyrannie patronale semblable à celle qui sévissait en France (chez Renault, en particulier), marquée par la police intérieure, l'espionnage et la répression. L'organisation des ouvriers était de plus fortement gênée par l'existence de dix-sept syndicats de métiers constitués par l'A.F.L. et dont les « compétences » divisaient le personnel des entreprises.

La grande crise réduisit au chômage la moitié des effectifs. Des manifestations de chômeurs, des grèves spontanées en 1934 et 1935 — notamment chez Buick, Chevrolet, Plymouth — répondirent aux renvois massifs, aux réductions des salaires, à l'accélération incessante des cadences de travail.

Le syndicat de l'automobile, auquel l'A.F.L. avait refusé son autonomie, devint indépendant en 1936 et rejoignit le Comité pour le syndicalisme d'industrie (première forme du C.I.O.) fondé par les unions des mineurs et de la confection. Celles-ci mirent leurs appareils à la disposition des syndicats de l'automobile, des aciéries, du caoutchouc.

L'U.A.W. (l'Union des travailleurs de l'automobile), après quelques arrêts de travail strictement localisés, organisa à la General Motors une magnifique grève sur le tas, suivie d'une occupation qui dura de décembre 1936 à février 1937. La signature d'une convention collective consacra la première grande victoire de l'Union.

Walter Reuther mena de 1937 à 1941 contre Ford une bataille au cours de laquelle il fut matraqué aux portes de l'usine et chez lui par les nervis du patron. En avril 1941, Ford céda à son tour.

Dans les aciéries, les premières tentatives d'organisation syndicale remontent à 1850. En 1876, l'Amalgamated Association of Iron and Steel workers (Fédération des travailleurs du fer et de l'acier) se constituait avec des ouvriers qualifiés dispersés dans des centaines d'entreprises. Elle se heurta à une répression patronale féroce et sanglante qui maintenait encore en 1929 un régime de terreur dans les usines.

En 1936, Philipp Murray, jusque-là militant des mineurs, entreprit un patient effort d'organisation, sur mandat du C.I.O. Au début de 1937, le groupe des grosses compagnies reconnaissait la jeune Union et la plus importante de ces compagnies accordait les quarante heures et une substantielle augmentation de salaires.

Il y eut cependant de sérieuses bagarres provoquées par les agents des compagnies — dont l'une en mai 1937, à Chicago, se solda par dix tués et quatre-vingt-dix blessés.

En 1941, cependant, l'organisation ouvrière — soutenue par le gouvernement — faisait céder le dernier îlot de résistance patronale : le groupe de la petite métallurgie.

Dans les transports, en 1930, les travailleurs, réduits à des salaires très bas, subissaient une journée de travail de dix ou douze heures, n'étaient pas payés les jours fériés et vivaient dans de déplorables conditions d'hygiène. Les syndicats restaient interdits en fait. Les Codes Roosevelt furent bafoués par la création de syndicats de compagnies, syndicats jaunes soumis au patronat.

En avril 1934, sept militants se réunirent pour tenter de briser le monopole des organisations patronales. D'abord clandestine, leur action se manifesta publiquement en 1935. En juillet 1935, le syndicat obtenait une première victoire à la suite d'une grève, dans un dépôt de New York. Pour que le syndicat soit reconnu officiellement, il fallut une grève sur le tas organisée dans l'une des usines

---

(2) L'Union de la Confection pour dames animée par Dubinsky groupe des travailleurs de multiples origines (22 nationalités dans la seule section de New York). Elle a réalisé un remarquable effort d'éducation ouvrière. Quant à la Fédération des Machinistes, elle s'appellerait plus exactement Fédération des Mécaniciens. Ici le métier est la base du groupement Mais la Fédération était animée par des éléments « progressistes » au sens américain du mot.

(3) On trouvera d'intéressantes précisions sur l'histoire de ces trois Unions dans trois brochures éditées par le Centre européen du C.I.O.

électriques de la Compagnie. Il n'est pas inutile de préciser qu'au début les propagandistes non permanents se réunissaient dans un local minuscule avec comme matériel unique un appareil de téléphone. Douze années de luttes et d'organisation ont permis de grouper 100.000 adhérents des transports en commun des centres urbains.

La discrimination vaincue

Si le C.I.O. a dépassé six millions d'adhérents en 1950, contre sept millions à l'A.F.L. (huit millions au total en 1938), c'est parce qu'il a réalisé le syndicalisme industriel. C'est aussi parce qu'il a résolu dans son sein les questions nationale et raciale.

L'immigration, en effet, pendant la grande période de concentration industrielle se distingue par la qualité autant que par la quantité de celle du temps des pionniers. Les noyaux qui ont formé la nation américaine viennent d'Angleterre ou des pays protestants, riches de traditions libérales et d'aspirations socialistes. A la fin du XIX[e] siècle, les entreprises gigantesques ont appelé un prolétariat issu de la plèbe misérable d'Europe centrale ou balkanique. En 1912 et en 1913, le patronat pour « régner » utilisait les haines entre les peuples que l'éloignement de la patrie en guerre aggravait encore. L'assimilation de ces groupes nationaux n'est pas encore terminée. L'antisémitisme ajoutait ses ravages à ceux de « l'antinégrisme » que l'immigration intérieure des noirs du Sud au Nord, de l'agriculture à l'industrie portait dans les usines et ateliers (4).

Or le C.I.O. a posé ces problèmes sous le signe de l'urgence, et a imposé ses solutions démocratiques avec une force qui a réagi sur l'A.F.L., engagée aujourd'hui, sans réserves, dans la lutte contre la discrimination.

L'éviction des staliniens

Nous n'écrivons pas ici l'histoire du C.I.O. Ce sont là vingt années beaucoup plus lourdes d'enseignement que ne le pensent les militants français qui monnayent un peu trop facilement « la poussière et la trace des vertus » de leurs aînés. Les lecteurs de la *R.P.* peuvent trouver dans notre collection matière à réflexions intéressantes. Il est vrai que le C.I.O. n'est pas immunisé contre la sclérose bureaucratique ; il est vrai que l'Union de l'automobile reste plus vivante que l'Union de l'acier, peut-être à cause de son origine, peut-être parce qu'elle est plus éloignée du contrôle gouvernemental, donc des interventions étatiques ; peut-être aussi parce que son département d'éducation ouvrière y maintient une saine animation à la base.

Il est normal que l'on signale les défauts et les vices du syndicalisme américain. Ce qui nous paraît anormal et tendancieux c'est de négliger la rapidité et la vigueur des remèdes nés de l'organisme même, lorsque le mal s'impose à l'attention générale. Ce qui est tendancieux et immoral c'est de tirer des conclusions péremptoires de rapprochements artificiels. Ainsi : les Etats-Unis veulent, depuis 1947, organiser la défense contre l'U.R.S.S. ; donc le C.I.O. a chassé les communistes, ce qui a provoqué une importante baisse de ses effectifs (cf. éditorial du *Monde*).

Les faits répondent à cette insinuation malveillante. La lutte contre les staliniens a été menée avant même la fin de la guerre, dans l'Union de l'automobile, par la fraction la plus avancée, celle que dirigeait Walter Reuther. Au contraire, Philipp Murray, le président défunt du C.I.O., conciliateur modéré, se tint longtemps dans une réserve prudente. Les premières réactions en 1946 n'empêchent pas les staliniens de la direction du C.I.O. de voter toutes les motions de la majorité, même celles qui approuvaient en termes vagues le principe du plan Marshall. Ce n'est que les 22 et 23 janvier 1948 que, sur l'ordre de Moscou, la rupture fut officiellement consommée. Mais les scissions qui en résultèrent furent décidées démocratiquement. La plus importante opérée dans l'Union de l'électricité fut sanctionnée au plébiscite par 220.000 voix antistaliniennes contre 52.000. Quant à la baisse des effectifs, on en jugera par ce simple rapprochement. En 1945, sur les contrôles de la Fédération syndicale mondiale à laquelle il adhérait, le C.I.O. comptait pour 6.000.000 d'adhérents. En 1949, sur les contrôles de la C.I.S.L., il était inscrit pour 6.300.000. Aujourd'hui, il n'y compterait plus que 5 millions contre 10 millions à l'A.L.F. Le gain de celle-ci — hostile depuis toujours au stalinisme — prouve suffisamment que la perte du C.I.O., conséquence d'une dépression économique momentanée, ne mesure nullement la force stalinienne.

Dans l'Internationale

Il n'est pas inutile, alors que l'unité se réalise, de comparer les positions internationales du C.I.O. et celles de l'A.F.L. que nous avons exposées dans notre article de novembre 1954.

Il nous suffira de résumer la résolution votée par la 16[e] convention du C.I.O., tenue du 6 au 10 décembre 1954, à Los Angeles.

C'est d'abord « *une condamnation brutale de la petite poignée d'aventuriers militaires, du sénateur Knowland — partisan du blocus des côtes chinoises — qui risquent par leurs propositions incendiaires, insensées, en brandissant des sabres comme des hystériques, de mener à la guerre préventive avec comme ultime corollaire : la destruction de l'humanité.*

« *Les Etats-Unis n'ayant rien fait pour augmenter leur commerce avec les autres pays, il est normal que ceux-ci ne renoncent pas à faire des échanges avec les nations communistes.* »

La convention met en garde contre le fait « *que la stagnation économique et les bas niveaux de vie sont une source permanente de dangers communistes et totalitaires. La sécurité militaire perd toutes ses vertus, à la longue, lorsqu'on en confie le soin à des despotismes réactionnaires ou coloniaux* ».

Après « *avoir déploré l'accord avec Franco, l'antisyndicalisme grandissant du gouvernement hellénique, invité les Etats-Unis à se dissocier du colonialisme, de l'exploitation raciste et des diverses formes de despotisme existant en Afrique et en Asie, la convention réclame l'expansion du programme d'assistance technique et des lois d'immigration plus libérales* ».

On a déjà noté que le C.I.O. est intervenu dans l'affaire du Guatemala dans un autre

(4) En un an la population noire de Chicago augmentait de 100.000 unités.

sens que l'A.F.L. On peut constater par notre résumé des conclusions de la convention que celles-ci ne coïncident pas avec celles de l'A.F.L.

L'unité organique consacrera la coexistence du syndicalisme de métier et du syndicalisme industriel. Peut-être entrainera-t-elle l'Union des mineurs dont le leader John Lewis, personnage balzacien, a jusqu'à présent disposé de ses syndiqués, comme un businessman de son capital ? Le nombre de syndiqués : 15 millions dans les deux centrales, ne signifie rien en valeur absolue. Car l'effectif syndiqué atteint pour l'ensemble des Etats-Unis le quart de la masse syndicale — mais le rapport oscille entre 100 % dans les grandes entreprises soumises à l'Union-shop (5) à 1 ou 2 % dans certains centres du Sud ou de l'Ouest dont l'industrialisation menée à une allure vertigineuse pose un problème de première urgence aux dirigeants syndicaux.

Ce qu'il faut souhaiter, c'est que les militants du C.I.O. ne se contentent pas d'aligner leurs troupes aux côtés de celles de l'A.F.L. tout en partageant les fonctions et les titres avec les militants de l'A.F.L. En Amérique plus encore qu'en France, la sélection ne s'opère pas selon les thèses et les programmes, mais selon « l'efficience » de chacun. Seulement l'efficience c'est quelque chose qui, en la confusion mondiale actuelle, réclame plus de conviction et de passion que de « technicité ». Les deux centrales sont riches en bons administrateurs. Il est encore des... « apôtres » authentiques dans les Unions du C.I.O., (comme celle de l'Automobile) et dans les Unions de l'A.F.L. (comme celle de la Confection féminine).

Inutile en effet de fonder un troisième parti, un parti travailliste. Walter Reuther l'a démontré à la convention avec des arguments qui ne sont pas les nôtres. Mais il faut à la base que la « city » soit influencée par les comités locaux intersyndicaux — quelque chose d'analogue à nos bourses du travail — l'héritage de Pelloutier, dont les dirigeants F.O. honorent d'autant plus le nom qu'ils méprisent davantage l'œuvre.

Et au sommet que le monde soit soulevé par une grande parole ouvrière. Le plan Walter Reuther, par exemple (6), si l'on veut bien réaliser qu'il s'agit d'une entreprise gigantesque, de mêmes dimensions qu'une guerre mondiale.

On ironise. Plat réformisme. Sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, Reuther ne voit que des réalités immédiates et s'interdit les projets à trop longue échéance. Ce n'est pas vrai. Mais admettons-le. Aujourd'hui, c'est dans l'immédiat qu'il faut agir avec toute la passion révolutionnaire. Les idées de Reuther paraîtraient peut-être modérées au plus timide de nos réformistes. Mais son style l'apparente aux syndicalistes de 1906. Et ici aussi, ici surtout : *le style c'est l'homme.*

Roger HAGNAUER.

---

(5) Tout le personnel doit être syndiqué, avant ou après l'embauchage. C'est là l'origine du **label**, beaucoup plus généralisé qu'en France.

(6) Plan d'organisation de la paix mondiale, par un désarmement contrôlé et l'utilisation par un organisme international des fonds budgétaires ainsi dégagés pour la mise en valeur des pays sous-développés.

Les syndicalistes de la Loire pour la liberté des peuples d'outre-mer

Jean Seigne (métaux) ; Tony Peyre (bâtiment) ; Jean Duperray (enseignement) ; René Mathevet (métaux) ; André Garnier (Reconstruction) ; Marcel Montcel ; Jean Goutagny, avocat ; Renée Cellier, Jacqueline Talon ; Barthélemy Barlet ; Georges Folcher (Enseignement) ; Joseph Pabiou ; Francisque Patouillard (métaux) ; Lucien Grelaud, militant anarchiste (Roanne) ; Jean Rechatin, Cyprien Barbier, syndicalistes ; Marcel Chausse, René Durand (métaux) ; André Cerf, journaliste ; Jean-Marie Pevsner, professeur ; Jean Pleynet (métaux du Chambon) ; Maurice Piollet ; Jean Soffietto (P.T.T.) ; Urbain Thevenon (Cercle d'Etudes Syndicalistes) ; Antoine Laval (métaux de Saint-Chamond) ; Félix Franc (enseignement de Lorette) ; Claudia Peyre, ménagère ; Odette Chausse, assistante sociale, se sont réunis à Saint-Etienne le 6 janvier.

Militants d'organisations diverses, venant d'horizons et de milieux différents, ils se sont trouvés d'accord pour affirmer :

Leur attachement avec le principe de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes et à gérer librement leurs propres affaires ;

Leur farouche opposition à tout régime concentrationnaire et policier dans quelque pays où il sévisse.

Conséquents avec ces principes, ils ont affirmé leur volonté d'agir afin d'éviter que les colonialistes français et les hommes politiques à leur solde commettent des actes irréparables dont la responsabilité pourrait rejaillir sur le peuple français tout entier s'il ne réagissait pas vigoureusement.

Se déclarant solidaires des peuples d'outre-mer en lutte pour leur émancipation, ils ont décidé de constituer dans la région stéphanoise un Comité de défense des libertés des peuples d'outre-mer, qui s'est fixé comme but :

Faire connaître à l'opinion publique la situation des peuples colonisés ;

Dénoncer les atteintes aux libertés et la répression dont ils sont victimes aussi bien en Afrique que dans la métropole ;

Réclamer la libération des emprisonnés et déportés pour délit d'opinion, l'amnistie pour les condamnés politiques d'outre-mer et le retrait des mesures d'exception ;

Créer un courant d'opinion et de solidarité vis-à-vis des peuples colonisés afin de les aider dans leur effort d'émancipation sociale, économique et politique.

Et le 14 janvier le Comité organisait à Saint-Etienne dans la grande salle de la Bourse du Travail pleine à craquer un magnifique meeting d'information avec le concours d'Yves Dechezelles, l'avocat des opprimés des colonies.

Raisons d'espoir pour bien-pensants (*)

Il est de bonnes nouvelles qui vont vite : ainsi on apprend que pour marquer sa rentrée la Haute-Cour de Justice acquitte Hilaire, ministre de Pétain, et libère d'illustres Excellences, amiraux et ambassadeurs, dont la seule faute fut de trahir la République.

Et tandis que ces anciens protégés de Luchaire ou de Laval s'en reviennent à leurs occupations, il est rassurant de savoir que ces criminels persévérants que sont les objecteurs de conscience consument dans leur geôle leur jeunesse et leurs dernières forces.

Rassurant de savoir que les prisons de Corse et d'Afrique du Nord restent bondées de ces naïfs qui, depuis neuf ans parfois, expient le crime d'avoir misé sur l'indépendance de leur pays et cru en la parole de la France républicaine.

Rassurant le fait qu'aussi bien à Madagascar qu'en Afrique du Nord, on ait su conserver dans l'arsenal de la jurisprudence d'antiques édits royaux, des décrets-lois de 39, et autres obscurs décrets Cayla qui, ratifiés ou non par le Parlement, permettent de traquer quiconque ose parler d'indépendance ou commet de ces ténébreux « actes et machinations de nature à provoquer la haine du gouvernement français ».

Rassurant de savoir qu'en Tunisie et au Maroc, crimes et délits relèvent de la seule justice militaire et que les jugements ne sont pas soumis au contrôle de la Cour de cassation ; que tel militant qui, en France, risquerait deux mois de prison pour manifestation non autorisée sur la voie publique est passible de quinze ans de travaux forcés en Algérie où ce délit devient opportunément « de l'instigation à réunion séditieuse » ; que la police française d'outre-mer, illustration fameuse de la plus fameuse de nos institutions, a su bravement porter la détention de témoins, des vingt-quatre heures prévues par une loi mesquine, à douze et dix-sept jours, et qu'au surplus pour ce qui est de l'anti-terrorisme, on peut compter sur elle.

Rassurant de connaître les effectifs militaires que M. Mitterrand, revenu enfin à une plus saine notion de la grandeur française — le pouvoir anoblit les hommes — envoie ratisser l'Aurès et faire la chasse aux fellagha, ces bandits de droit commun que quelques égarés, au dernier congrès des Instituteurs, osèrent comparer aux Résistants de France et de Navarre.

Voilà un contingent bien employé et nous nous réjouissons ici que les dirigeants syndicalistes aient collé une sourdine aux protestations qu'on leur fit pousser lorsque ce même contingent faillit partir se couvrir de gloire au Viet-Nam.

Il est des nécessités qui s'imposent : alors que nos planteurs d'hévéas et autres francoquins d'Indochine replient avec prestesse leurs capitaux sur l'Afrique du Nord, c'est montrer réalisme de bon aloi que d'approuver la conduite des intègres magistrats d'Oujda, celle de nos intrépides C.R.S. et policiers, du Cap-Bon et de Casa, émules scrupuleux de la Gestapo. Si le code est un peu piétiné, qu'importe, pourvu que l'Ordre soit maintenu. Nous n'en sommes plus, Dieu merci, à cette époque surannée où le seul destin d'un homme, envoyé à l'Ile du Diable, secouait les foules et faisait claquer jusqu'aux plus solides amarres de la bourgeoisie ; Zola est bien mort.

Cependant, l'euphorie des bien-pensants n'est pas sans fêlure. Il y a d'abord ces tractations franco-tunisiennes. Elles s'en vont cahin-caha, certes, et on peut faire confiance aux fonctionnaires des ministères pour saboter allégrement l'affaire. Mais toutes leurs machinations suffiront-elles en face de l'indécente bonne volonté des Tunisiens ? Si, toutefois, un jour lointain, les statuts de l'autonomie interne étaient signés, qu'au moins on s'arrête là ! C'est ce qu'ont naturellement compris les parlementaires « indépendants » qui, irrésistiblement logiciens, ne peuvent souffrir l'indépendance des autres. Le mot seul leur donne la nausée. Grâce à eux, on connaitra bientôt tout du traité du Bardo, inaliénable et sacré, comme tous les traités, et destiné à régir nos rapports avec la Tunisie pour l'éternité. Grâce à eux, nous retrouverons demain les mêmes épreuves, sources de virilité et de gloire pour la nation entière, et tant qu'il nous restera un contingent de jeunes hommes nous saurons, avec une obstination bovine, nous opposer à ce qui pourrait fortifier la liberté des autres.

Un deuxième sujet d'inquiétude est la loi d'amnistie. On en parle un peu trop. Certes, s'il ne fallut que huit ans au régime de Mac-Mahon pour amnistier les Communards, et six à la Troisième, pour amnistier déserteurs et insoumis, il est déjà acquis que la république Quatrième demandera plus de temps pour commettre un tel acte. Cela seul est déjà réconfortant. Cependant, si cette loi était finalement votée, ce serait une singulière fissure dans le totalitarisme d'O.-M. et un désaveu bien cinglant pour nos méthodes policières et nos jugements.

D'abord, l'amnistie n'atteindrait ni le Maroc ni la Tunisie. Ces deux territoires, tout le monde le sait, sont souverains, et il n'appartient pas au parlement français de légiférer pour eux. Les militaires français prononcent des verdicts auxquels ni le bey ni le sultan ne peuvent s'opposer. Il suffit donc de se mettre à la recherche de l'autorité capable, et cette recherche peut durer longtemps...

L'Algérie, c'est la France. Pourquoi, dès lors, faire bénéficier cette vieille terre gauloise d'avantages que le territoire métropolitain ne connait pas ? L'égalité des droits a de ces conséquences inattendues, et Arabes et Kabyles, devenus citoyens français, ne peuvent revendiquer plus d'égards que les objecteurs de conscience, les réfugiés politiques en résidence surveillée ou les républicains espagnols internés. Ainsi, le tour est bien joué.

Mais pour plus de sécurité, il est encore prévu que les hypothétiques mesures d'amnistie ne pourront toucher que les condamnés à une peine inférieure à quinze ans de prison. Or chacun sait que le moindre distributeur de tracts, colleur d'affiches, l'organisateur d'une réunion clandestine écopent de vingt ans de bagne ; que les ex-députés malgaches, condamnés d'abord à mort, sont tous en prison avec des peines supérieures aux fatidiques quinze ans. Aucun détenu politique ne sera donc atteint par ces dispositions : la fameuse amnistie sera parfaitement efficace.

Allons, bien-pensants de ce pays, l'heure n'est pas au découragement. Les geôles de Calvi restent closes sur leurs prisonniers, les hommes de la Main rouge veillent de Gabès à Mogador, et longtemps encore, ouvrant vos journaux, vous pourrez lire de ces réconfortants entrefilets qui annoncent modestement le ratissage de tel coin de Kabylie ou la mort par fusillade d'un obscur terroriste arabe.

Depuis que quatre-vingts milliers d'hommes, de femmes et d'enfants y ont été anéantis, la peur salvatrice pèse sur la Grande Ile. Elle pèse aussi sur le Moghreb. C'est là l'essentiel, bien-pensants de ce pays. Les histoires de 89, c'est un bien beau blason. Tout le monde sait ainsi que vous êtes républicains et que vous avez derrière vous près de deux siècles de traditions démocratiques. Alors, n'hésitez pas ! A l'abri de cette confortable réputation, imposez à ces peuplades primitives la loi du gourdin. Votre tranquillité est à ce prix, et votre grandeur. Si vous voulez que vos enfants aient encore quelque empire colonial où placer nos vieilles actions, que règne la sainte terreur. L'heure du procureur et du bourreau a sonné. La France réelle compte sur vous.

Georges FOLCHER.

(*) « Ecole syndicaliste de la Loire ». (Février 1955).

LA NOUVELLE ADAPTATION DE L'EGLISE ROMAINE

(suite)

III. - La Contre-Réforme au cours du XXe siècle

Au commencement du XXe siècle, le célèbre rationaliste anglais Joseph Mac Cabe notait l'influence insignifiante qu'avait alors le catholicisme dans le domaine politique et prédisait, en toute confiance, sa mort prochaine. Mais, ainsi que Mac Cabe l'a lui-même récemment reconnu, ce qui s'est passé depuis lors n'est nullement venu appuyer ses prévisions optimistes. Aujourd'hui, au moins en matière politique, l'Eglise catholique est plus puissante en Europe qu'elle ne l'a jamais été depuis le moyen âge et elle est en train de s'étendre hors d'Europe à la recherche de nouveaux mondes à conquérir. L'institution qui, vers 1870, semblait moribonde, et dont l'affirmation d' « infaillibilité » fit sourire de mépris les « libéraux » qui prédisaient sa mort prochaine, est maintenant l'une des trois ou quatre principales puissances mondiales. Comme au temps des Jésuites, sa « Contre-Réforme » a rencontré un succès imprévu. A quels facteurs faut-il attribuer ce succès ? telle est la question que nous devons nous poser si, tout au moins, nous rejetons l'explication qu'en présente le Vatican, à savoir qu'il a des alliés au Ciel !

Les caractéristiques générales du XXe siècle

Le XXe siècle peut être défini en gros comme une époque de transition sociale et intellectuelle entre une époque pré-scientifique de « disette » et un âge pleinement scientifique où l'homme sera maitre de la nature. Sous une forme plus particulière on peut le définir comme une époque de révolution et de contre-révolution : une époque qui voit une élimination radicale des anciens principes, institutions et intérêts acquis, et, en même temps, la réaction consécutive de ces intérêts, qui cherchent à éviter leur disparition. Disons à ce propos que cela fait ressembler à certains égards notre époque à celle de la Réforme ; et, comme nous allons le voir maintenant, la réaction de l'Eglise catholique en notre siècle présente, en gros, les mêmes lignes que sa réaction au XVIe siècle.

Stratégie de la Contre-Réforme : a) violence

Au début de la Contre-Réforme du XVIe siècle, la papauté poursuivit une politique double. D'une part, elle employa le « big stick », usant d'une violence systématique pour noyer dans le sang ce protestantisme révolutionnaire qui menaçait son existence : nuit de la Saint-Barthélemy, bûchers de Smithfield et autodafés de la Sainte-Inquisition, l'armée espagnole et le duc d'Albe, l' « invincible » Armada et la guerre de Trente Ans ! Tout cela constitue des exemples de la politique de terreur suivie par le catholicisme, répression impitoyable et sanguinaire. L'histoire, et c'était peut-être inévitable, a peut-être insisté trop spécialement sur ces événements sensationnels. Car ces armes ne furent pas les seules à être employées par la papauté, ni même les plus efficaces. Si elle n'avait eu que celles-là, ainsi que les histoires populaires protestantes du genre du « Livre des martyrs » de Foxe l'affirment trop facilement, l'Eglise n'aurait pu survivre à leur échec.

Stratégie de la Contre-Réforme : b) démagogie

Placée en face de la « révolution protestante » et d'un nouveau monde qui naissait, l'Eglise catholique sut ajouter à la force la démagogie, et ce fut cette dernière qui se montra la plus efficace, au moins dans ses effets à longue échéance. Car, répétons-le, les chefs de la Contre-Réforme furent ces démagogues que sont les Jésuites, et non pas les inquisiteurs dominicains qui ne comptaient que sur la roue et le bûcher. Les Jésuites, qui furent probablement le plus grand des corps d'élite de la contre-révolution de toute l'histoire, le « génie de la contre-révolution » comme nous les avons ailleurs désignés, ne dédaignaient point, certes, à l'occasion, le poignard de l'assassin, mais ils avaient aussi d'autres armes, d'une efficacité plus durable.

Ce fut leur extraordinaire démagogie, leur magnifique opportunisme, leur système d'éducation qui, ainsi que l'a dit Kautsky, « mit l'humanisme au service de l'Eglise », leur subtile diplomatie, qui, beaucoup plus que la violence brutale, évitèrent la destruction du catholicisme et conduisirent la Contre-Réforme à son extraordinaire victoire. L'Inquisition était *réactionnaire ;* elle cherchait seulement à sauver le vieux et à le prolonger ; la Compagnie de Jésus, elle, était *contre-révolutionnaire,* elle cherchait à « adapter » le vieux pour satisfaire aux nécessités du neuf. Pas étonnant qu'Adolf Hitler, le plus grand des démagogues modernes, ait loué tout spécialement les Jésuites, ses prédécesseurs et ses maitres, dans son livre *Mein Kampf !*

Ainsi, la première Contre-Réforme usa de deux méthodes complémentaires : la violence systématique, qui fut mise en œuvre grâce à l'aide du vieux régime, et l'opportunisme démagogique, qui sacrifia certains aspects secondaires, telle la corruption de la papauté du temps de la Renaissance avec son néo-paganisme et sa vie audacieusement mondaine, afin de préserver l'essentiel.

Or, au XXe siècle, ainsi que nous le verrons, une semblable combinaison de force et d'habileté est employée pareillement, *mutatis mutandis,* dans la poursuite des buts de l'actuelle Contre-Réforme du catholicisme, afin de sauver l'Eglise d'une situation plus périlleuse encore que celle à laquelle eurent à faire face Loyola et ses contemporains, il y a quatre cents ans.

La papauté et le « modernisme »

De même que contre Luther et Calvin, Rome réagit d'abord avec violence, au début de notre siècle. Pie X (1903-1914), le successeur très « saint » mais stupide de Léon XIII, instaura un règne de terreur

intellectuelle contre les connaissances modernes en général, ce que le langage théologique appelle dans son ensemble : le « modernisme ». A l'exception de l'astronomie copernicienne qui avait été acceptée bon gré mal gré par la papauté dès les débuts du XIXe siècle, toute la gamme des connaissances modernes, depuis la théorie de l'évolution jusqu'à l'étude critique de la Genèse, fut officiellement condamnée par le Vatican, et les « modernistes » furent rejetés de l'Eglise. Et si le terrorisme vaticanesque se trouva confiné aux domaines intellectuel et économique, cela fut dû uniquement au fait que les progrès modernes et la sécularisation de l'Etat avaient mis un terme aux autodafés. Sinon, les « modernistes », les Loisy, les Tyrelle et autres, auraient sans aucun doute partagé le sort des Michel Servet et des Giordano Bruno. (En fait, le seul dommage matériel qu'eut à subir Loisy fut que sa femme de ménage, qui était catholique, lui donna ses huit jours.)

Conformément à la maxime de l'Evangile, « que votre main gauche ignore ce que fait votre main droite », l'Eglise catholique n'a jamais, à notre connaissance, rétracté publiquement aucun des anathèmes lancés par Pie X contre le « libéralisme » religieux et contre la science moderne. Au contraire, on a mis ce pape au pinacle de l'Eglise en en faisant un « saint ». Mais, *dans la pratique*, Rome se mit à greffer prudemment autant de science moderne qu'elle put sur la théologie. De récentes encycliques de l'actuel pape reconnaissent — bien qu'avec beaucoup des circonlocutions habituelles au langage théologique, mais qui ne peuvent tromper qui est tant soit peu familier avec les procédés des théologiens et le langage de la chancellerie romaine — que l'*évolution* du corps humain peut avoir eu lieu et qu'il est permis aux savants catholiques de l'affirmer ; elles reconnaissent également que la narration de la Genèse sur la création du monde n'a pas besoin d'être prise *littéralement* et que — la plus grande concession de toutes — notre univers date de quelque quatre milliards d'années ; comme l'on est loin des sept « jours » de la Genèse ! Et comme nous sommes loin des jardins du paradis terrestre !

Notons que ces concessions en nécessitent d'autres que, très certainement, Rome annoncera en temps voulu. Par exemple, si la Genèse ne doit pas être acceptée littéralement, pourquoi n'admettre cela que pour la Genèse ? Et si le corps a « évolué », pourquoi pas aussi l'âme ? Etc.

On peut raisonnablement être sûr, lorsque l'on connait la manière d'agir de Rome, que, si elle doit durer encore un millénaire, elle aura transformé toute sa théologie bien plus profondément peut-être que les modernistes ne le demandaient. Car, ainsi qu'Isaac Taylor le remarquait, tout peut être « développé » par une Eglise « infaillible ». Ce qui n'empêche que c'est Pie X auquel on a assuré un siège au Ciel, alors que c'est à Newman que l'Eglise aurait plutôt dû montrer sa gratitude en le canonisant ! En tout cas, une chose dont nous pouvons être certains, c'est que quels que soient les dogmes que l'Eglise enseignera dans l'avenir, si éloignés soient-ils des enseignements du début, ils seront présentés aux croyants, avec une assurance imperturbable, comme ayant été enseignés « partout, toujours et par tous », ainsi qu'il est dit dans la classique formule de saint Vincent de Lérins !

La papauté et le fascisme

Si le règne de Pie X peut être considéré comme le règne de la condamnation du « modernisme », celui de Pie XI (1922-1939) peut l'être comme celui du fascisme. Car, entre temps, la révolution russe avait eu lieu (sous Benoit XV) et un nouvel ennemi s'était levé, qui reste encore l'ennemi numéro 1 pour l'Eglise catholique : le communisme. Il a toujours été dans les habitudes de Rome de réserver ses foudres pour l'ennemi principal de chaque époque : tour à tour le protestantisme, le libéralisme, puis, maintenant, le communisme. Ce fut principalement pour éloigner ce que Marx appelait le « spectre du communisme » que Pie XI conclut une alliance avec le fascisme qui dura exactement autant que son règne. C'est dans cette période que fut réalisé sur une vaste étendue ce type de domination cléricalo-fasciste dont les grandes lignes ont été tracées par l'historien anglais, notre immortel Buckle : un Etat absolu est le maître du corps de l'homme tandis qu'une Eglise absolue est maîtresse de toute son activité mentale. Sorte de Sainte-Alliance ! De coopérative d'exploitation !

La coopérative d'exploitation

Cette époque de la Sainte-Alliance du Pape et du Fascisme est si proche de nous qu'il n'est pas nécessaire d'en parler avec grands détails. D'ailleurs, cette période catholico-fasciste a été pleinement décrite dans un livre admirablement documenté d'un historien particulièrement doué : *L'Eglise catholique contre le XXe siècle*, de mon ami Avro Manhattan. On peut comparer jusque dans le détail la politique alors poursuivie par le Vatican avec les débuts de la Contre-Réforme, alors que la papauté combinait ses forces avec celles de l'empire espagnol pour noyer dans le sang la révolution protestante. Ce fut, comme alors, l'époque du « big stick », l'époque de l'exploitation en coopération, par deux Etats totalitaires, l'un laïque, l'autre religieux, avec le même but d'écraser l'ennemi commun, qui est aujourd'hui le marxisme, le bolchevisme russe et le communisme. Les étapes successives de cette Sainte-Alliance ont été lucidement retracées dans le livre si justement célèbre de Manhattan : l'alliance avec Mussolini en Italie, avec Hitler en Allemagne, avec Franco et Salazar en Espagne et au Portugal, avec Pavelitch et ses « oustachis » en Croatie, avec Vichy et Pétain, ce « Bonaparte sénile », en France. Tels sont les principaux exemples, à côté de moins importants, qui témoignent de l'alliance catholico-fasciste entre 1922 et 1945, c'est-à-dire jusqu'au jour où s'effondrèrent les empires fascistes.

Bien entendu, le degré de collaboration entre le Vatican et les régimes fascistes varia selon les pays. Dans les Etats qui sont catholiques depuis toujours, comme l'Espagne, le Portugal et la Croatie, la collaboration fut totale. Le dernier Concordat passé entre Rome et le régime de Franco (août 53) institue des conditions médiévales, qui sont inconnues partout ailleurs en Europe depuis la Réforme. En Croatie, la persécution *religieuse* fut ouvertement rétablie. Dans les Etats plus forts ou moins complètement catholiques, la collaboration fut plus limitée et moins uniquement en faveur de l'Eglise. Dans une Allemagne encore largement protestante et possédant un courant sous-jacent de vieux paganisme, l'alliance entre les deux plus puissants dictateurs, le Pape qui est infaillible et le Führer qui n'a jamais tort, connut des frictions, et ne fut guère qu'une alliance défensive contre l'ennemi commun : le bolchevisme. Néanmoins, le but fondamental était partout le même : dans l'immédiat, la suppression, par la force, de la révolution sociale de notre époque, et, pour l'avenir, celle de notre moderne civilisation laïque, indépendante de l'Eglise. Poursuivant notre parallèle avec la Contre-Réforme, nous dirons que Hitler fut le « Charles-Quint », Mussolini le « duc d'Albe », la Gestapo la « Sainte-Inquisition » et Franco le « Tilly » (3) de

(3) Général belge chef des armées de la ligue catholique au cours de la guerre de Trente Ans. Célèbre par sa cruauté, notamment lors du sac de Magdebourg. (**Note du traducteur.**)

la nouvelle Contre-Réforme. On peut même continuer le parallèle jusqu'à la fin. Car, de même que les guerres de religion amenèrent la ruine de l'Espagne, principal porte-drapeau du catholicisme, la nouvelle Sainte-Alliance conduisit le fascisme à sa ruine.

La mort de l'allié fasciste ayant mis un terme à la « coopérative d'exploitation », la papauté eut, en 1945, à se chercher de nouveaux alliés.

L'Eglise catholique et la Démocratie

La période qui s'étend entre les deux guerres mondiales fut donc essentiellement le temps de la Sainte-Alliance entre l'Eglise catholique et le fascisme. Mais l'Eglise de Rome possède une sagesse très temporelle et elle ne met jamais tous ses œufs dans le même panier. Même au plus fort de son alliance avec les dictatures nazi-fascistes, Rome ne néglige jamais ses autres alliés possibles. Ainsi, elle resta en excellents termes avec les démocratiques Etats-Unis d'Amérique, et elle ne condamna même jamais les partis politiques de gauche où elle avait ou pouvait avoir de l'influence, par exemple les partis travaillistes britannique et australien. Quand, finalement, les empires fascistes, en 1945, s'effondrèrent, elle recueillit les fruits de cette politique. Rome est ambidextre : lorsque sa main droite lui manque, alors elle utilise sa main gauche ! La politique de violence ayant échoué, Rome eut à recourir bon gré mal gré à d'autres armes. Alors le vieux caméléon changea de couleur encore une fois. L'ancien allié du fascisme devint démocrate du jour au lendemain ! Nous assistons aujourd'hui à cet extraordinaire spectacle de la plus vieille dictature totalitaire du monde se posant en champion de la démocratie ! L'ancien défenseur de la propriété féodale contre l' « usure » capitaliste est devenu l'allié indispensable des banquiers de Wall Street !

Un trait important du « développement » catholique depuis la chute du fascisme est l'importance du rôle pris par l' « Action catholique », ce mouvement de masse de laïques organisés pour une action sociale et politique sous la direction de la hiérarchie ecclésiastique. De plus en plus, ce mouvement de masse joue un rôle prépondérant dans les activités de l'Eglise. Mais est-ce que cette activité accrue des croyants laïques, jusqu'ici inertes, ne constitue pas pour l'avenir un danger pour la corporation des prêtres qui a été jusqu'à présent la dirigeante despotique de l'Eglise romaine ?

L'Eglise catholique et la crise sociale

Depuis 1945, la carte maitresse de l'Eglise a été la crainte du communisme. Depuis la chute du fascisme, l'anticommunisme a pris de nouvelles formes ; son chef politique est maintenant l'Amérique et son centre idéologique doit être cherché au Vatican. La papauté, qui anathématisait la démocratie à l'époque de la Révolution française, se pose maintenant comme son principal défenseur contre la révolution russe. Appuyé par Wall Street et Washington, allié aux classes menacées d'expropriation et d'extermination physique par la révolution communiste, le Vatican est devenu de nouveau un important facteur dans les affaires humaines, une puissance mondiale, sous la direction de Pie-Pacelli, l'ancien diplomate de carrière.

L'appétit vient en mangeant

Tout comme en des domaines plus prosaïques, l'appétit est venu en mangeant pour le Vatican, au fur et à mesure de la récente expansion de son influence. L'Eglise « universelle » au sens catholique du mot tend à devenir maintenant réellement universelle, au sens géographique. Son influence sur le continent américain et sur les terres australiennes s'étend ; elle approche des peuples jusqu'ici inaccessibles d'Asie et d'Afrique qui demeuraient autrefois dans une « ignorance invincible » de son enseignement. Aujourd'hui, au mépris de la ségrégation raciale, nous avons des cardinaux hindous, des évêques chinois, japonais et africains. Il est maintenant « légal » pour les artistes catholiques de peindre le Christ, la Vierge et les saints sous les traits d'hommes de couleur. Les races blanches n'ont plus le monopole dans l'Eglise « universelle », ni même, à ce qu'il semble, dans la hiérarchie céleste ! La Contre-Réforme du XX[e] siècle cherche à conquérir le monde entier. Et même il se peut que, comme Alexandre, Rome cherche des « mondes nouveaux » à conquérir ! Ces derniers temps, en effet, le Vatican a montré beaucoup d'intérêt dans la nouvelle quasi-science de l'astronautique, et s'est même prononcé au nom de la théologie sur la condition spirituelle des hypothétiques habitants des planètes ! Existe-t-il un nouveau Colomb prêt à planter l'étendard de la Croix sur les déserts de Mars et les montagnes de Vénus ? De nouvelles croisades vont-elles être entreprises pour étendre l'empire du Vatican jusque sur les citoyens des mondes solaires ?

Mais est-ce que cette chevauchée de Rome ne se terminera pas par une culbute ? Joue-t-elle sur une croisade atomique contre le communisme, et, si oui, réussira-t-elle ? Est-ce que l'Eglise qui a condamné Galilée triomphera finalement grâce à l'aide de cette science physique qu'elle a autrefois condamnée ? Ou bien, au contraire, échouera-t-elle finalement, et son jeu pour la puissance mondiale ne s'achèvera-t-il pas, avec la bombe à hydrogène, par une victoire de « la Science sur la Religion », bien que d'une manière qui n'avait guère jusqu'à présent été prévue ? Telle est la grande question d'où dépend aujourd'hui le succès de la marche de Rome vers le pouvoir.

Rome et l'avenir

La Contre-Réforme catholique du XVI[e] siècle s'est alliée avec le système féodal alors déclinant contre la bourgeoisie naissante et contre la révolution scientifique issues du nouvel ordre social. Elle réussit dans une grande partie de l'Europe, grâce à l'appui de ces intérêts féodaux et conservateurs que la révolution politique et scientifique de cette époque menaçait de destruction. Cependant, bien que l'Eglise catholique parvint ainsi à survivre, elle ne demeura pas telle quelle. Son « développement », et pas seulement dans le sens théologique où l'entendait Newman, continua : non seulement elle fit « se mouvoir » le soleil, à l'exemple de Galilée, mais elle-même, qui avait condamné Galilée, ne cessa aussi de se mouvoir ! La féodalité sur la terre et la cosmogonie de Ptolémée dans le ciel se sont toutes deux évanouies ! Mais, ici-bas, le Vatican est toujours là ! Et, au moyen de je ne sais quelle alchimie sociale, Rome, l'ancienne ennemie de l'usure « capitaliste », est maintenant le principal allié de Wall Street dans la présente « guerre froide ».

Le catholicisme et l'ordre social

Pourquoi supposerions-nous que nous sommes en présence de la finale et dernière étape du « développement » millénaire de Rome ? Dans deux siècles, par exemple — ne parlons pas dans deux mille ans — qu'est-ce que défendra le vieux caméléon ? Le socialisme ? Le communisme ? Le capitalisme ? Une chose, au moins, est certaine : il défendra le *catholicisme*, et cela jusqu'au bout ! Nous voyons déjà le Vatican tâter l'avenir selon sa méthode habituelle. La récente expérience sociale des « prê-

tres-ouvriers » en est un remarquable exemple. En Amérique, il y a même des catholiques « anarchistes », qui paraissent bien être reconnus par l'Eglise. Mais Rome ne s'attache pas à une cause tant qu'elle ne juge pas que cette cause aura la victoire; comme Talleyrand, elle déclare que « nous » gagnerons, bien que ne soit pas encore très clair qui est « nous » ! Aucun système social particulier ne contient en soi quelque chose qui oblige le catholicisme à le soutenir. Ce furent les gens de la Réforme, et non le Vatican, qui défendirent « le droit sacré à la libre entreprise », alors que Rome dénonçait encore les opérations bancaires comme de l'usure. Rome a été tour à tour esclavagiste, féodale, capitaliste, collectiviste et même, avec les Jésuites du Paraguay, aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, plus ou moins communiste. *Elle sera* — quoi qu'elle doive payer pour être ! Les Jésuites et leur Eglise, ne l'oublions pas, sont des spécialistes dans l'art de s' « allonger le cou ».

Dans son livre sur « La puissance et le secret de la papauté », R. Fuelop-Miller remarque qu'au XIX[e] siècle, deux hommes, et deux seulement, ont vu que l'avenir du monde était dans la classe ouvrière : ce sont Karl Marx et le pape Léon XIII. Pour le moment, les idéologies créées ou « développées » par ces deux hommes luttent pour la primauté en se présentant comme deux ennemis mortels et irréconciliables. Pour le rationaliste, il y a une troisième idéologie, celle qui est fondée sur la raison critique, qui apparait comme étant, en dernière analyse, plus puissante et plus digne de la victoire. Car, aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire, le rationalisme possède une base de masse avec la culture scientifique. Ce serait hasardeux de penser que le « spectre de l'empire romain », de la plus grande des institutions politiques, peut être finalement jeté bas par un système purement *politique*, qu'il soit capitaliste, communiste ou d'une espèce encore inconnue. La politique de l'Eglise a sa source dans la Foi, et la Foi ne peut être détruite par une action politique, mais seulement par la raison critique des hommes. C'est la raison critique de l'homme dépassant et réinterprétant constamment toutes ses expériences et son savoir accumulé qui est capable d'arrêter l'actuelle marche du catholicisme vers la domination du monde et de faire finalement du Vatican et de sa triple couronne un souvenir du passé, un souvenir terrifiant de l'adolescence humaine.

F. A. RIDLEY.

UN MINISTERE "CAPITALISTE" ET CONSERVATEUR

Avec les journaux du grand patronat, l'organe des petites et moyennes entreprises, « les Informations industrielles et commerciales », se réjouit de l'avènement du ministère Edgar Faure.

Le mouvement de hausse des prix qui s'est dessiné depuis août risque de faire déclencher le mécanisme de l'échelle mobile imprudemment accepté par Pinay. Malgré les ruses des fonctionnaires affectés à l'établissement de l'indice, celui-ci est passé de 141,7 en août 1954 à 145,3 fin janvier. Et nous allons assister aux hausses habituelles de printemps et à celles dues au relèvement des cours mondiaux des métaux non-ferreux, du caoutchouc, du jute, de l'acier... Il faut pourtant à tout prix ne pas atteindre les chiffres 149,1. Seul un homme de confiance du patronat peut y parvenir avec la complicité de certains patrons et commerçants.

Edgar Faure est cet homme.

Il est également l'homme qui n'accordera des relèvements de salaires que lorsque le patronat et l'Etat les auront déjà prélevés sur les consommateurs depuis plusieurs mois. Et il opposera les relèvements globaux comprenant l'augmentation de l'emploi et des heures de travail au relèvement du salaire de base.

Edgar Faure préside le gouvernement le plus réactionnaire que nous ayons eu au cours des dernières années. Il couvre de son chapeau radical la volonté bien arrêtée des partis conservateurs de protéger les producteurs incapables de s'adapter aux techniques nouvelles ou hostiles à cette adaptation tant qu'ils ont la garantie d'écouler leurs produits à des prix protégés bien supérieurs aux cours mondiaux ou aux prix des entreprises modernisées. Il continuera à verser directement ou indirectement des dizaines de milliards de subventions aux betteraviers et aux entreprises marginales. C'est ce qu'il appelle l'expansion dans la stabilité, c'est-à-dire dans le maintien des privilèges et des situations acquises.

Il jonglera avec les chiffres qui permettent, en raison de l'imprécision des méthodes employées, de déterminer le revenu national au niveau justifiant sa politique économique et sociale, faisant ressortir une expansion au lieu de l'immobilisme où nous avaient amenés ses collaborateurs.

Nous sommes fixés ; s'il y a, comme il le prédit, un relèvement de la production,, ce sera aux dépens des salariés qui devront produire plus en augmentant leur rendement et en acceptant des heures supplémentaires.

L'industrie française est parvenue, dans certaines branches, à utiliser presque complètement les moyens de production qu'elle avait exagérément développés en 1952 et 1953 ; des investissements croissants seront nécessaires dans certains secteurs et il ne peuvent être assurés que par une réduction — au moins relative — de la consommation et de la part ouvrière dans le revenu national.

Et cette tendance à la réduction de la part ouvrière sera renforcée par les exigences des agriculteurs et des classes moyennes dont la plupart des ministres sont les représentants directs, même le ministre de la Marine.

Que fera le pauvre Bacon harcelé par la gauche de la C.F.T.C. dont il est issu ? Nous aurons, une fois de plus, le spectacle de voir les démocrates chrétiens associés à une politique rétrograde dans tous les domaines mais sauvant l'apparence par les unités d'action à la base de leurs complices syndicaux avec les communistes quand les ouvriers réagiront, et par des résolutions gauchistes des congrès.

Nous pourrions cependant faire cesser l'équivoque entretenue par ces hommes habitués à allier la démagogie auprès des masses au soutien des forces les plus conservatrices.

Il faut dégager une politique ouvrière autonome, en dehors des préoccupations purement politiques des agents de l'un ou de l'autre des impérialismes qui se disputent la suprématie dans le monde, et face à toutes les forces de conservation sociale qui ont poussé Edgar Faure au pouvoir.

Il faut suivre les événements en salariés bien conscients des menaces de surexploitation qui pèsent sur nous.

U. T.

Notes d'Economie et de Politique

BLUFF OU NON ?

Vers le milieu de l'année 1941, on apprenait, un beau jour, que le ministère japonais présidé par le vieux diplomate prince Konoye avait démissionné et était remplacé par un cabinet principalement militaire présidé par un général.

Cet événement survenant après une série de provocations américaines (interdiction de toute exportation de pétrole au Japon, interdiction aux navires japonais de passer par le canal de Panama, etc.), et dont la dernière en date était le boycott des banques indonésiennes faisant des affaires avec le Japon, avait une signification très claire : le Japon s'était décidé pour la guerre avec l'Amérique. Six mois après, c'était Pearl Harbour !

En apprenant le remplacement de Malenkov par le maréchal Boulganine et l'accession au ministère de la guerre du maréchal Joukov, simultanément avec l'annonce d'une nouvelle politique tendant à l'accélération de l'industrie lourde (ou, pour parler en clair, de l'industrie des armements), tous changements qui survenaient au moment même où le réarmement de l'Allemagne se présentait presque comme une certitude et où l'Amérique se mettait à intervenir, les armes à la main, sur les côtes de Chine, ma réaction fut exactement la même que celle que j'avais eue, il y a quatorze ans, lorsque nous était parvenue, au camp algérien de Bossuet, la nouvelle du changement de ministère japonais : la Russie va mettre la dernière main à ses préparatifs de guerre ; c'est la mission qui est donnée aux nouveaux dirigeants.

Avec un recul de quelques semaines, mon impression générale demeure la même. Elle présente cependant un degré de certitude moindre que naguère celle concernant le Japon. Car les Russes ne sont pas les Japonais. Avec eux, les choses ne sont jamais simples. Malgré la réputation de duplicité faite aux Asiatiques, les Japonais sont, en fait, des hommes tout d'une pièce. Depuis qu'ils sont entrés, il y a bientôt cent ans, dans l'arène internationale, leur politique a toujours été très claire : ils ont toujours foncé, et même souvent très brutalement, dans la direction qu'ils avaient choisie.

Les Russes sont beaucoup plus compliqués. Si le mot « bluff » est américain, la chose est pratiquée par les Russes beaucoup plus que par tout autre peuple, et le mensonge, le mensonge énorme, le mensonge porté aux limites de l'absurde, est devenu pour eux, depuis près de quarante ans, l'alpha et l'oméga de leur politique. Il se peut donc que l'annonce du renforcement de l'industrie lourde, de l'augmentation de dix pour cent des dépenses militaires et de l'accession de deux maréchaux (l'un, homme du parti, l'autre, soldat véritable) aux deux grands postes du gouvernement ne soit que du bluff.

Cependant, bien que cela soit possible, il me semblerait imprudent de s'y fier. Disons qu'il y a 50 pour cent de chances pour que ce ne soit que du bluff, et 50 pour cent de chances pour que ce soit l'expression d'une volonté bien arrêtée de préparer la guerre dans les plus brefs délais.

IMPOSER LE DESARMEMENT

Et voici que, suivant de près le remplacement de Malenkov, s'ouvre, sous les auspices de l'O.N.U., une nouvelle conférence de désarmement. C'est la je ne sais combien réunion de ce genre depuis dix ans. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prévoir qu'elle se terminera, comme les précédentes, par un échec. Et pour la même raison : les Russes ne veulent le désarmement que pour les autres, ils n'acceptent de réduire leurs armements qu'à la condition de demeurer les plus forts.

Et cependant, le désarmement, un désarmement quasi total, impliquant une destruction *contrôlée* des armes atomiques, l'interdiction *contrôlée* de toute fabrication d'engins atomiques, et la réduction *contrôlée* des autres armes à un niveau tel qu'aucun des deux camps ne dispose de forces suffisantes pour pouvoir tenter une invasion du territoire de l'autre, est d'une nécessité urgente, si l'on veut éviter la guerre.

Comment donc y arriver ?

Faucier a, à plusieurs reprises, exposé ici même le plan traditionnel du syndicalisme : imposer le désarmement par la force ouvrière. Que les syndicats de tous les pays, que l'Internationale ouvrière mettent en demeure les Etats de désarmer, et, si ceux-ci refusent, qu'ils les y obligent par tous les moyens dont ils disposent et notamment par l'arme ouvrière spécifique : la grève générale.

Mais une condition est pour cela indispensable : c'est qu'il y ait une Internationale ouvrière. Dans les années 1900-1910 un tel plan pouvait être envisagé car il y avait alors une Internationale ouvrière, une Internationale ouvrière suffisamment consciente et suffisamment forte pour qu'on puisse légitimement attendre d'elle qu'elle prenne cette décision et qu'elle l'exécute.

Mais aujourd'hui ?

Aujourd'hui, il n'y a plus d'Internationale ouvrière parce que, d'une part, il n'y a plus dans les pays occidentaux la volonté, ni même le désir, au sein de la classe ouvrière, d'avoir une politique internationale, et que, d'autre part, dans l'autre camp, par delà le rideau de fer, il n'existe plus pour le prolétariat la moindre possibilité de s'exprimer et encore bien moins d'agir.

Alors ?

Alors, il me semble qu'il n'est pas d'autres moyens, dans les circonstances présentes, d'imposer le désarmement qu'en recourant à la force... si on en a encore la force.

Qu'on joue cartes sur table !

Qu'au lieu de chercher par des moyens plus ou moins tortueux à déclencher une guerre préventive, les puissances occidentales établissent un plan de désarmement équitable — ce que, je crois, l'Angleterre et l'Amérique sont capables de faire car elles réalisent maintenant pleinement ce que sera une guerre atomique — qu'elles le présentent aux Russes et les préviennent que, s'ils ne l'acceptent pas, elles le leur imposeront en allant détruire chez eux, dès le lendemain, tout ce qui y existe au-delà des armements autorisés par le plan. Il est bien certain alors que,

si les Russes ne sont pas actuellement en mesure de s'opposer à cette opération de force, ils s'inclineront, et le spectre de la guerre sera éloigné pour longtemps.

Mais est-ce que les Russes ne sont pas en mesure de s'y opposer ? Lorsque l'Amérique avait le monopole ou le quasi-monopole des armes atomiques, ils n'étaient certainement pas en mesure de le faire. Aujourd'hui, nous ne savons malheureusement pas s'il en est de même, et je crains bien que les services de l'Intelligence, anglais ou américain, ne soient logés à peu près à la même enseigne que nous.

Il se peut donc qu'il soit trop tard ! Que, paresseusement endormis, une fois de plus, dans la position de l'autruche qui se refuse à voir le danger, espérant qu'un jour ou l'autre les choses s'arrangeront d'elles-mêmes, on ait laissé passer le coche ; que le moment où l'on pouvait agir ait disparu et qu'il ne nous reste donc plus qu'à attendre passivement que la Russie ait parachevé ses préparatifs, atomiques et autres.

En 1918, la France et l'Angleterre pouvaient imposer le désarmement ; elles ont manqué de le faire par volonté de puissance et petitesse d'esprit ; en 1945, l'Amérique pouvait imposer le désarmement, elle a manqué de le faire par pusillanimité.

LA MORT DU CANON

Voilà six cents ans que le canon fit son apparition sur les champs de bataille, et, à Crécy, il suffit de trois petits canons anglais pour mettre en déroute toute la fine fleur de la chevalerie française.

Depuis lors, le canon, en y comprenant ce petit canon portatif qu'est le fusil, a régné en maître sur les champs de bataille, réduisant l' « arme blanche » à un rôle de plus en plus effacé.

Or le canon est en train de mourir. Il est bien probable que d'ici un petit nombre d'années, canons et fusils ne rempliront plus que des fonctions aussi secondaires que celles de la lance ou du sabre après leur avènement.

Au cours des deux dernières guerres déjà, on avait vu apparaître à côté du canon et jouer un rôle de plus en plus important la bombe d'avion.

Cependant, la bombe lancée du haut des airs ne pouvait avoir que des usages limités, elle s'ajoutait au canon, mais elle ne le remplaçait pas. Il n'en est pas de même avec le nouvel engin né il y a quelques années et qui semble maintenant bien mis au point : la fusée, la fusée téléguidée. Celle-ci semble être dès maintenant en état de remplacer le canon dans presque tous ses usages.

Ainsi qu'on le sait, le canon consiste essentiellement en ceci : en explosant dans un tube, bouché à l'une de ses extrémités, une certaine quantité de poudre pousse en avant un projectile (obus, balle) qui poursuit sa course en vertu de la vitesse qui lui a été ainsi initialement donnée et dont la direction lui est fournie par celle même du tube où il a pris son départ.

La fusée (1) est fondée sur un principe tout différent : c'est le projectile qui se propulse lui-même grâce à un moteur faisant corps avec lui et agissant sur lui durant toute sa course. Ce moteur peut être comme un moteur d'avion, puisant dans l'air l'oxygène dont il a besoin pour assurer la combustion ou l'explosion du combustible qu'il emporte, ou bien empruntant cet oxygène à des composés chimiques qu'il emporte en même temps que le combustible (fusée proprement dite).

Les fusées avaient fait leur apparition vers la fin de la dernière guerre pour la défense contre avions et dans les projectiles allemands à longue distance V1 et V2.

La découverte et le développement du radar (c'est-à-dire du moyen d'agir à distance, par transmission d'ondes, sur des commandes de mécanisme) devaient ouvrir aux fusées des possibilités presque infinies en permettant de les guider au cours de leur marche.

C'est pourquoi la fusée, le projectile autopropulseur et téléguidé, est en passe aujourd'hui de remplacer le canon.

Le pas décisif sur cette voie a été fait par l'Amirauté britannique, dont le premier Lord vient d'annoncer aux Communes, en présentant son budget, que le canon allait complètement disparaître des navires de « Sa Majesté ».

Le nouveau budget de la marine britannique prévoit, en effet, que la flotte va être reconstituée de façon à ne plus comprendre que des porte-avions et des navires armés seulement de projectiles téléguidés. Pendant une période intermédiaire, ces derniers ne porteront une installation d'engins téléguidés que pour la défense contre avions, ils auront encore des canons pour le tir contre les navires ou les côtes adverses, mais ces canons seront progressivement remplacés par des projectiles téléguidés au fur et à mesure de la fabrication de ces derniers, et jusqu'à leur disparition totale.

C'est là une nouvelle d'importance puisqu'elle montre, non seulement que les projectiles téléguidés sont maintenant suffisamment au point pour pouvoir être substitués aux canons de marine, mais aussi que la décision de l'Amirauté britannique est sans doute le prologue de décisions analogues pour les armées de terre car on ne voit aucune raison pour que l'arme qu'on estime la meilleure pour le combat naval ne soit pas aussi la meilleure pour les batailles terrestres.

Quelles seront les conséquences politiques et sociales de cette transformation de l'armement ? Je ne sais. Mais il est à présumer qu'elles seront importantes car jusqu'ici les transformations de la technique militaire ont toujours comporté des conséquences sociales profondes.

L'invention du canon a mis fin à la féodalité ; elle a élevé au rang de combattants la « piétaille » à la place du seigneur, et posé ainsi les fondements de l'Etat moderne et de la démocratie. La disparition du canon (y compris le fusil) mettra-t-elle fin à la démocratie ? Et de quel régime, de quelle classe, prépare-t-elle l'avènement ?

APRES LES BANQUES FEDERALES LA BANQUE D'ANGLETERRE

On se rappelle que sous le titre « Il n'y a pas eu, encore, de Vendredi noir », nous avions signalé, il y a deux mois, la mesure restrictive de crédit que venaient de prendre les Banques de réserve fédérales des Etats-Unis afin d'arrêter le boom de la Bourse de New York.

Or c'est maintenant l'Angleterre qui vient de prendre une mesure analogue.

La Banque d'Angleterre qui avait déjà, il n'y a pas bien longtemps, élevé son taux d'escompte de 3 à 3,5 %, l'a porté d'un seul coup, le 24 février, à 4,5 %.

(1) Je donne ici au mot « fusée » un sens plus large que son sens habituel, mais qui n'est point incompatible avec son origine étymologique.

L'effet a été le même que celui de la mesure prise deux mois plus tôt par les Banques fédérales : la hausse boursière à Londres fut stoppée instantanément et les cours s'effondrèrent, aussi bien ceux des Fonds d'Etat que ceux des valeurs industrielles.

La hausse du taux d'escompte, faite pour arrêter l'emballement de l'économie et de la spéculation, a toujours été, dans le passé, le signe annonciateur des crises ; en sera-t-il de même, encore, cette fois ?

VERS UNE YOUGOSLAVIE COLLECTIVISTE ?

Nous ne parlons pas souvent dans ces Notes de la Yougoslavie. Ce n'est pas par manque d'intérêt. Loin de là ! Mais chat échaudé craint l'eau froide ; les Russes nous ont appris à nous méfier. De sorte qu'en l'absence d'une documentation directe, c'est-à-dire fournie par des gens vivant dans le pays et y travaillant, nous ne savions si nous devions prendre au sérieux, ou non, le nouveau cours économico-social annoncé par les dirigeants yougoslaves, il y a quelque trois ans.

Il est temps cependant d'essayer de faire le point en utilisant ce que nous avons pu glaner ici et là.

Le nouveau cours devait comporter, par rapport à l'ancien, deux changements essentiels : l'un qui concernait l'agriculture, l'autre qui s'appliquait plutôt à l'industrie.

Dans les débuts, et en grande partie, semble-t-il, sous la pression russe, les nouveaux dirigeants yougoslaves avaient poussé, mais beaucoup moins qu'en Russie, à la « collectivisation » agraire. Les paysans avaient été pressés d'entrer dans les fermes dites « collectives » (fermes d'Etat, en réalité), et, une fois qu'ils y étaient rentrés, avec leurs terres, leur bétail et leur cheptel, ils n'en pouvaient plus sortir.

Le nouveau cours consista à autoriser les membres des fermes collectives à les quitter, s'ils le voulaient, en reprenant leurs biens.

Or cette décision a été certainement exécutée : il ne reste plus dans les fermes collectives que ceux qui y sont de leur plein gré.

Dans un récent reportage d'un journaliste américain relatant sa visite au village serbe de Dobanovci, situé à une vingtaine de kilomètres de Belgrade, l'auteur, Fred M. Hechinger, indique que la ferme collective de ce village ne comprend plus que 120 familles, au lieu de 740 qu'il y avait avant que soit donnée l'autorisation d'en partir, et que, dans l'ensemble de la Yougoslavie, il n'y aurait plus que 7 % des fermes individuelles appartenant maintenant aux fermes collectives, tandis qu'auparavant il y en avait 20 %.

Il semble bien qu'il n'y ait pas lieu de mettre ces chiffres en doute. La liberté paysanne a bien été restaurée.

Mais il faut remarquer que cette liberté est ce que l'on pourrait appeler la « liberté artisane », et non point la liberté capitaliste. Il est, en effet, interdit, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie, d'employer du travail salarié, ce qui a pour conséquence que la propriété rurale qu'on a le droit de posséder ne doit point dépasser une certaine surface, qui dépend de l'importance de la famille : la surface que l'on peut cultiver soi-même avec sa famille.

En ce qui concerne l'industrie, la grande innovation fut de faire de chaque entreprise une affaire sinon complètement indépendante, au moins autonome, gérée presque souverainement par un *Conseil ouvrier* élu.

D'une visite faite par le même journaliste américain à une usine textile de Belgrade comprenant 1.200 ouvriers, il ressort que c'est le Conseil ouvrier de l'usine (composé de 60 membres) qui établit le programme annuel de production, alors qu'autrefois c'était le ministère, l'usine n'ayant qu'à exécuter. Ce programme peut être refusé par le directeur de l'entreprise ; dans ce cas, le conflit est porté devant une commission composée par moitié de représentants des syndicats et par moitié de représentants du Conseil communal.

Mais une première question se pose à laquelle je ne saurais répondre. Le Conseil ouvrier est-il *réellement* élu, ou est-il, en fait, désigné par le parti, c'est-à-dire, donc, par l'Etat ?

Un autre point ne me semble pas très clair : comment s'écoule la production ? Est-elle vendue librement par l'entreprise sur le marché, à des prix fixés par la concurrence, ou bien est-elle livrée à des entreprises d'Etat qui la distribuent ? Je ne saurais dire.

Dans un supplément du *New York Herald* consacré à la Yougoslavie et établi très certainement en collaboration avec les autorités yougoslaves, il est dit que « chaque entreprise est possédée par ses employés et est en libre concurrence avec les autres ».

Cette libre concurrence aurait besoin d'être confirmée.

En tout cas, il est certain qu'un plan de production général existe, mais, dit Kardelj, « le plan économique général accepté par les organismes centraux de la société n'est pas un instrument de direction, mais d'orientation ; il assure seulement les proportions économiques générales qui permettent aux unités sociales d'agir sans provoquer l'anarchie ».

Dans quelle mesure ce plan général peut-il se concilier avec les plans particuliers élaborés par les Conseils ouvriers des entreprises, c'est encore là ce que je ne saurais dire.

Quant aux conditions du travail dans les usines, les faits paraissent mieux établis.

Ce qu'il faut d'abord signaler, car c'est là une chose capitale, c'est l' « écrasement de la hiérarchie ». Il n'existe certainement rien, en Yougoslavie, de comparable aux salaires astronomiques des technocrates russes. A peu près partout, le traitement du directeur de l'entreprise n'est guère, en effet, que le double du salaire de l'ouvrier qualifié ; dans l'usine textile dont nous parlions plus haut, le directeur avait 20.000 dinars par mois, contre 9.300 dinars pour l'ouvrier qualifié moyen.

Par contre, en ce qui concerne le travail à la tâche et les heures supplémentaires (la journée normale est de 8 heures) les choses ne sont pas aussi claires. Dans ce même supplément du *New York Herald* que nous avons cité, il est écrit que « les autorités yougoslaves s'empressent de dire qu'il n'y a en Yougoslavie rien de semblable au stakhanovisme et que le travail à la tâche n'est autorisé que lorsqu'il y a un travail urgent à exécuter ou quelque autre raison pour activer la production ».

Cependant, le journaliste dont nous avons parlé a constaté dans l'usine textile qu'il a visitée des salaires mensuels de 30.000 dinars pour certains ouvriers, alors que le salaire régulier pour le qualifié moyen travaillant 8 heures par jour n'est que de 9.300 dinars. Il reste donc à voir si le travail à la tâche ou les heures supplémentaires ne sont pas une exception... trop fréquente.

Rappelons aussi une chose que la *R.P.* a déjà.

je crois, signalée, à savoir que les allocations familiales existent, mais qu'elles sont *dégressives* : plus on a d'enfants, et moins l'on touche par enfant, ce qui supprime l'encouragement au lapinisme (2).

Tels sont donc à peu près les faits. Mais à côté des faits, les intentions ont, elles aussi, leur importance, à condition toutefois qu'elles s'expriment sincèrement.

C'est pourquoi on ne peut passer sous silence les déclarations faites en janvier dernier à un journaliste italien par Kardelj, le vice-président du Conseil exécutif yougoslave et l'un des principaux dirigeants du régime. Nous en reproduisons ci-dessous certains passages frappant tous la même note :

« ... *Le seul moyen efficace contre le bureaucratisme est le passage de l'étatisme à une socialisation véritable des moyens de production, à l'auto-administration des producteurs, ouvriers et cadres techniques, gérant les moyens de production.*

« ... *Je suis convaincu que c'est l'auto-gestion ouvrière dans la production qui représente de nos jours le problème central du socialisme et de la démocratie socialiste.*

« ... *Dans le cadre des communes, qui unissent tous les producteurs urbains et ruraux, les citoyens pourront régler toutes les questions concernant la vie quotidienne et le développement des forces productives de leur territoire, cela, bien entendu, dans le cadre du plan économique général adopté par les organismes centraux de la société.*

« ... *En ce qui concerne les conseils ouvriers, il n'est plus besoin aujourd'hui que l'Etat ou un parti politique les protègent dans le pays. Ils sont devenus tellement une affaire de la vie et de la pratique quotidienne que personne ne pourrait plus les supprimer ou les affaiblir.*

« ... *Le sixième congrès de la Ligue des communistes a fixé les bases de l'action socialiste dans notre pays qui est l'instauration progressive de la démocratie directe en tant que forme du dépérissement graduel des fonctions d'Etat (plus rapide dans certains domaines, plus lent dans d'autres) et, de ce fait même, de tout monopole politique.* »

De toutes ces informations de sources diverses, et quelque peu disparates, il me semble qu'il ressort ceci : c'est sincèrement que les dirigeants yougoslaves cherchent à sortir du capitalisme d'Etat à la sauce russe pour instaurer à la place le régime que les socialistes du siècle dernier avaient appelé « collectiviste » et qui consiste dans la gestion directe des entreprises de production par les producteurs eux-mêmes. Ce régime s'opposait au « communisme » autoritaire des Cabet et autres ; il eut pour principaux porte-parole Owen en Angleterre, Louis Blanc en France, Lassalle en Allemagne, de Paepe en Belgique ; il était l'espoir de la plupart des ouvriers de la Première Internationale, et Marx lui-même semble avoir fini par s'y rallier (en y ajoutant le correctif du plan commun) lorsqu'il écrivait dans son adresse sur la *Guerre civile en France* : « Si des sociétés coopératives doivent régler la production nationale sur un plan commun, en la plaçant sous leur propre contrôle... que sera-ce donc, messieurs, si ce n'est le communisme, le communisme possible ? »

Mais il est bien certain que si ce régime apparaît comme étant déjà amorcé en Yougoslavie, il y est encore à l'état fluide, il n'est qu'à l'état de devenir, et il évoluera soit vers la forme coopérative où l'intervention du plan commun sera réduite au minimum, ou bien, au contraire, vers un développement tel du « plan commun » que l'autonomie des entreprises soit pratiquement réduite à zéro et qu'on revienne ainsi purement et simplement au capitalisme d'Etat.

Je ne pense pas que la réponse qui sera donnée à cette alternative puisse dépendre beaucoup de la volonté des dirigeants ; elle dépendra à peu près exclusivement de la classe ouvrière yougoslave, de sa « capacité » au plein sens du mot. Si les ouvriers yougoslaves s'intéressent réellement à la direction de leurs entreprises, s'ils les gèrent convenablement, il n'est point douteux que l'indépendance des entreprises deviendra de plus en plus une réalité, et que le collectivisme triomphera. Au contraire, s'il ne doit pas en être ainsi, si les travailleurs yougoslaves se désintéressent de la marche de leur « affaire », ou s'ils ne parviennent point à s'imposer l'auto-discipline nécessaire pour qu'elle fonctionne bien, alors, non moins sûrement, l'Etat finira par se substituer à eux, et l'on retournera au « communisme ».

L'expérience qui semble se poursuivre présentement en Yougoslavie peut donc être un véritable test, une véritable épreuve pour la possibilité du collectivisme et, par suite, pour la possibilité de l'émancipation du prolétariat.

R. LOUZON.

(2) Les différents chiffres recueillis à cet égard ne sont pas identiques. Dans l'usine textile visitée par Hechinger, l'échelle d'allocations serait la suivante : 3.000 dinars par mois pour le premier enfant, 2.750 pour le second, et 2.500 pour chacun des suivants. Le supplément du **N.Y.H.** donne au contraire : 3.000 dinars pour le premier enfant, 2.500 pour le second, 2.000 pour le troisième et des sommes qui continuent encore à décroître pour les suivants.

Des fusils... à tout prix

Nous empruntons à un article de Ahmed Ben Benzadi dans **la République algérienne** (28 janvier 1955) les intéressants renseignements qui suivent sur la manière dont sont « restituées » les armes par les musulmans algériens :

...Aucun communiqué n'a songé à préciser que la plupart des détenteurs de fusils « restitués librement » étaient titulaires non seulement du permis de port d'armes, mais encore de ces permis de chasse qui alimentent si substantiellement le budget algérien. Aucun communiqué n'a non plus précisé que, dans une très large proportion, ces fusils sont de vieilles armes à pierre datant de 1830 et en deçà, autrement dit des « fusils de panoplie »...

Dans la majorité des cas — et nous avons des preuves — c'est le caïd qui est chargé de l'opération. La mesure de son « dévouement à la France » en dépend. Mettez-vous à sa place : il lui faut des fusils à tout prix, même et surtout là où il n'y en a pas. Et c'est ainsi que des centaines de fellahs, pour permettre au caïd de mériter — croit-il — la sympathie de ses chefs, se sont trouvés contraints de « se débrouiller » à en acheter, même en sacrifiant leurs provisions de plusieurs mois, du bétail et des lopins de terre. Ou à défaut — et c'est souvent le cas — de verser l'équivalent en espèces ! En ces temps de « restitutions libres et spontanées », les vieux « flingots » se font très rares et leurs prix — quand on en trouve — obéissent, comme on peut bien s'en douter, à la loi de l'offre et de la demande ! En fait il n'y en a pas, et le fellah est de toutes façons ruiné.

Pendant ce temps, les mairies ont dû créer des services spéciaux devant lesquels des files interminables d'Européens viennent déposer des demandes d'autorisation de port d'armes. On ne connaît pas encore de cas où un Français se soit vu opposer un refus

La France et le Moghreb

« Moghreb », le mot arabe qui signifie Occident, désigne le territoire qui va des côtes atlantiques du Maroc jusqu'aux plaines de la Tunisie. Il est peuplé de Berbères.

Ces populations ont une vieille histoire, antérieure à celles de l'islam et de la chrétienté qui les ont conquises, et les Berbères eurent partiellement, mais pendant plusieurs siècles, la foi chrétienne ou juive, avant les invasions arabes.

Il suffit, pour juger du rayonnement du christianisme dans ces territoires, de se souvenir de l'évêque d'Hippone (Algérie) « Aurelius Augustinus » (Saint Augustin) né à Thagaste, en Numidie, en l'an 354, et qui enseigna à Milan avant de tenir son diocèse.

La conquête de l'Afrique du Nord par les Arabes (VII[e] siècle) fut une chevauchée fantastique, mais non une invasion de masse. Byzance, en décadence, était en proie à l'anarchie, et ses colonies étaient en effervescence. Les cavaliers arabes n'eurent donc à faire qu'une cueillette. La Tripolitaine avait déjà été enlevée aux Romains par 150 cavaliers seulement.

Dans leur conquête, les Arabes surent user d'une stratégie courante dans les déserts du Proche-Orient : l'occupation des points d'eau ; aussi, là où ces points d'eau sont nombreux, comme en Kabylie, ils ne se sont pas introduits. Moins durs et moins bien organisés que les Turcs, qui vinrent à leur suite, ils firent preuve de beaucoup de diplomatie et respectèrent les coutumes locales. Ils exigèrent une soumission consacrée par la conversion à l'islam et le respect apparent d'un pouvoir précaire ; leurs effectifs ne leur permettaient pas de demander plus. Quant à la propriété berbère, elle fut respectée et souvent consolidée.

C'est ainsi que, répandant l'idée que la terre appartient à Dieu et que l'homme n'en a que l'usufruit, ils instituèrent des formes nouvelles de terres collectives, les terrains de parcours par exemple, qui mettaient les bergers de transhumance à l'abri des propriétaires cupides. L'institution des biens habous permettait de conserver la propriété foncière aux descendants du propriétaire, mais aussi d'en donner la jouissance à ceux qui la travaillaient moyennant un loyer modeste.

Les Turcs qui succédèrent aux Arabes furent des administrateurs féroces. Comme les Français, ils prélevaient des troupes en d'autres parties de leur empire, en Asie par exemple, pour maintenir l'ordre en Berbérie. C'est pourquoi l'on retrouve des types mongols dans différentes régions d'Algérie.

Mais les Turcs ne se sont pas non plus attaqués à la propriété foncière dans une proportion sensible, et le souvenir qu'ils ont laissé n'est pas, en fin de compte, si mauvais, depuis que les Français sont passés.

L'Arabe a imposé non pas même sa foi, mais seulement les signes extérieurs de cette foi, le tarbouch (couvre-tête) et les babouches (chaussures), laissant à la patience des oulémas et à quelques-unes de leurs familles qui firent souche sur les lieux le soin de construire des mosquées et de propager la religion du prophète.

Les Arabes ne furent pas non plus racistes ; il n'est que de se souvenir que c'est un Berbère converti, Tarig, qui devint chef de leurs armées et se rendit maître de l'Espagne.

Les Berbères résistèrent pourtant à l'emprise de l'islam et leur défense a donné lieu à des manifestations historiques.

Il n'est que de se souvenir de la Kahina, cette fille « chaouia » des Aurès, qui put galvaniser les Tunisiens et qui, après trois guerres contre les sultans, préféra incendier le centre de la Tunisie, ruiner à jamais la riche région de Kairouan, plutôt que de se soumettre à l'héritier des conquérants. Il n'est que d'observer combien le tatouage de la croix, chez les Kabyles notamment, et son usage dans leur bijouterie étaient fréquents en tant que traditions pour comprendre combien ces peuples avaient résisté à l'emprise de l'islam. Et si vous parcourez les montagnes de Khroumirie, de Kabylie ou de l'Aurès, vous n'y trouverez pas de mosquées, et c'est très rarement, il y a trente ou cinquante ans, que l'on y voyait, comme c'est le cas dans les plaines ou dans les villes, à l'heure du soleil couchant, un homme s'agenouiller pour faire ses dévotions à Allah !

Les Berbères formaient une population plus proche des Latins que des Arabes et il eût été facile à un gouvernement français honnête et laïque de pratiquer une politique d'assimilation nationale, qui ne pouvait pas moins bien réussir qu'avec les négroïdes de la Martinique, la France étant elle-même un puzzle de peuples : Celtes, Huns, Germains, Latins, Arabes, Flamands, Auvergnats, pour ne citer que les principaux.

Le clergé apostolique et romain l'avait si bien compris qu'il tenta, sans succès d'ailleurs, d'évangéliser les Berbères en Kabylie et au Maroc. En Tunisie, au contraire, les pères blancs ne s'employèrent qu'à gagner de l'argent et ne furent presque que des colons, des commerçants et des industriels, pareils aux autres, car les plaines de Tunisie avaient, comme en Libye, donné lieu à une occupation arabe puissante et la foi chrétienne n'avait dès lors plus beaucoup de chances de s'y substituer à celle de l'islam.

Or qu'observons-nous ? Ce n'est qu'à partir du moment où la France s'est livrée à une occupation réelle du Moghreb que les Berbères, qui avaient résisté pendant des siècles à l'islam et avaient notamment assiégé périodiquement le sultan du Maroc dans ses palais de Fez, furent gagnés à la foi de Mohammed.

Où des siècles d'administration arabe et turque, de diplomatie ou de violence n'avaient pu aboutir, quelques années de régime de spoliation par les colons ont suffi pour que l'islam acquière le Moghreb.

La France proclamait à qui voulait l'entendre que « l'on ne faisait pas une colonie avec des évêques » (Lyautey dixit). Tandis que les aventuriers dénommés colons, aidés par une administration sans scrupules, se jetaient à l'assaut des biens matériels du Moghreb, refoulant les Berbères dans une misère sans espoir et un ignorantisme qu'ils n'avaient pas connu, même sous Carthage, les oulémas prenaient patiemment leur bâton de pèlerin, et, utilisant les voies de communication que la colonisation avait créées pour son économie, parvenaient à gagner le cœur des Berbères, les alliances se faisant le plus souvent contre quelque chose et non pour quelque chose. Ils gagnèrent cette immense population à l'islam, ils en firent l'adversaire irréductible du colonialisme français, qui ne s'était révélé à elle que sous deux formes : le vol et le meurtre, et qui écrasait du même sabot l'Arabe et le Berbère.

Désormais, comme dirait Bidault, la lutte aura lieu entre la croix, qui a pris sa part du butin, et le croissant, qui a réuni les va-nu-pieds, les mendigots, les fellagha, pour en faire des héros de légende.

Le clergé conquérant a imposé à l'entrée de la ville arabe de Tunis une statue du cardinal Lavigerie levant une croix dans un geste tel que les Arabes peuvent dire que l'on y voit leur ville crucifiée.

Ces colons, ces fonctionnaires avides furent si préoccupés de lucre que leur service des Affaires indigènes, toujours en quête de tapis ou de méchouis, n'a rien vu. Croyant s'assurer la paix au moyen de l'appui des marabouts et de l'interdiction de la culture, ils ont laissé libre cours à l'islamisme qui revêt aujourd'hui contre eux un aspect fanatique.

Récemment encore, au sujet du sultan Ben Youssef, du Maroc, des individus comme Juin, qui importe peu, mais aussi comme le général Guillaume, qui connaît la question, et qui est un lettré, ayant participé à l'établissement d'une grammaire berbère, pensaient que la majorité berbère du Maroc ne pouvait être solidaire de ce descendant des conquérants arabes. Or ce sont justement ces Berbères qui, comme tous les nouveaux convertis, accusent les passions les plus vives et donnent aujourd'hui les signes d'indignation les plus graves contre le débarquement du souverain arabe. Aussi, quelle inquiétude aux Affaires indigènes !

La fidélité à l'islam est devenue une forme d'expression de la haine et du dégoût qu'inspire le colonialisme.

En effet, ceux qui connaissaient l'Afrique du Nord avant 1930 se souviennent avec quelle facilité un Arabe rompait le carême et combien la foi islamique y était fragile. Aujourd'hui, il en est autrement, le ramadan est devenu en même temps qu'un acte de foi religieuse, un acte de solidarité nationale et antifrançais, et même les Nord-Africains athées (ils sont nombreux) observent un ramadan rigoureux par solidarité non pas à l'égard de l'islam, mais contre l'occupant.

Les Berbères ne sont pas des Français, et ne sont plus susceptibles de le devenir, ni en Algérie ni au Maroc ; les affirmations et les gueuletons ministériels n'y changeront rien. Les nations soumises par la force sont forcément hostiles à l'occupant.

Le problème nord-africain consiste donc en ceci : sans réforme agraire, c'est-à-dire sans une nouvelle distribution des terres, il n'y a pas de solution pour l'immense misère des habitants du Nord-Afrique ni pour les 600.000 Berbères déplacés en France ; au contraire, leur situation ne peut aller qu'en s'aggravant. Tant que les colons auront une voix prépondérante dans la politique française, les négociations se feront sur n'importe quoi, excepté sur la réforme agraire. L'insurrection des Berbères correspond désormais à leur lutte pour la vie.

En plus des motifs économiques de révolte, il existe aussi les motifs moraux.

Non seulement l'impérialisme français a dépouillé l'indigène de sa terre, non seulement il a appliqué des lois qui lui interdisaient de racheter ses terres, non seulement il l'a soumis à la conscription dans l'armée, non seulement il l'a écrasé d'impôts (les impôts de consommation étant la ressource des budgets coloniaux car les colons ne paient ainsi pratiquement pas d'impôt), non seulement il l'a empêché de s'instruire, refusant toute autorisation d'ouvrir des écoles privées et allant jusqu'à fermer celles qui s'organisaient dans la brousse, mais encore le colon a besoin, pour affirmer sa supériorité, d'offenser et de diminuer de façon permanente celui qu'il exploite : le « bicot » reçoit son injure quotidienne, et toute manifestation de supériorité d'un indigène, que ce soit en classe ou dans les affaires, devient un acte antifrançais et une offense. J'ai entendu un contrôleur civil du Kef, en Tunisie, qui disait prendre des dispositions pour ne plus voir un seul burnous brodé de soie dans son secteur. Voilà l'âme avec laquelle la France a prétendu faire un empire et voilà pourquoi il est impensable que cet empire puisse se libérer sans se battre.

Et voilà pourquoi toutes les mères indigènes, quelle que soit leur ignorance de l'économie, élèvent leurs enfants dans la haine de l'occupant. Et cette arme des faibles ne peut être brisée !

De même que la cavalerie romaine avait pu conquérir des empires grâce à la découverte de l'étrier, la France s'est rendue maîtresse de ses colonies au moyen du fusil Lebel, du canon Krupp et de la mitrailleuse.

Même l'Algérie qui avait donné lieu à cinquante années d'une guerre très pénible n'était pas en main avant la découverte de ces armes, et c'est fréquemment que l'administration avait dû en évacuer certaines régions, cependant que dans les autres elle traitait d'égal à égal avec des féodaux locaux, qu'elle s'est employée ensuite à ravaler au rang de gardes champêtres.

En Afrique noire, il en fut de même, c'est Faidherbe qui gagna le Sénégal avec le fusil Lebel ; précédemment, la France n'y tenait que des comptoirs d'échange.

Pour se libérer, il paraît donc inévitable que les indigènes devront se battre. Pour cela, il fallait d'abord qu'ils le veuillent, et qu'ils le veuillent quel qu'en soit le prix. C'est aujourd'hui une chose acquise ; plus sûrement que n'importe quelle propagande communiste, le colon français a su forger contre lui des combattants-suicides.

Reste à déterminer les armes de la libération. Ce ne seront pas nécessairement les mêmes que celles de l'adversaire.

SINDBAD LE MARIN.

Propos irréguliers

SITUATION ET ESPOIRS DE LA JEUNESSE

L'association française des Amis de la Liberté et ses filiales, les maisons de la Liberté de Lyon, Grenoble, Saint-Etienne, ont organisé à Lyon, les 20 et 21 février, des journées d'études portant sur ce sujet : « La Jeunesse est-elle préparée à sa vie d'homme ? ».

Certains de nos amis ne semblent pas connaître exactement le but de ces séances d'études. Ils s'imaginent que les *Amis de la Liberté* sont inspirés et animés par une volonté de propagande nettement orientée.

Il faut croire que nous sommes toujours aussi naïfs, aussi faciles à duper, ou que nos partis pris nous entraînent sur des voies dangereuses. Mais dans toutes les séances auxquelles nous avons participé nous n'avons rien vu ni entendu qui indique une orientation nettement fixée et une volonté de propagande (1). Certains même se posent, avec quelque irritation, la question de l'efficacité immédiate de semblables initiatives. C'est que l'on s'habitue de plus en plus aux

(1) D'aucuns, qui ne veulent pas se compromettre, jugent de telles entreprises comme des initiatives américaines s'opposant aux initiatives russes. On ne se gêne guère cependant, au sein des réunions des Amis de la Liberté, pour critiquer sans trop de ménagements la politique américaine, pour juger, au nom de l'esprit français, des réalités américaines quelque peu simplifiées et déformées. Est-on aussi libre dans les assemblées contrôlées... plus ou moins discrètement par le parti russe ?

conclusions hâtivement formulées et préalablement conçues (2).

Des débats sur la jeunesse et « son avenir » imposaient un examen critique des institutions, méthodes et résultats de tous les ordres d'enseignement. Il convenait également de discuter de l'efficacité des différents mouvements de jeunesse, de l'attitude de la jeunesse à l'égard des groupements politiques et sociaux. Malheureusement, il fut assez peu question de la jeunesse ouvrière. Sauf dans un rapport de Paul Dupuis, des centres d'apprentissage de Grenoble sur l'Enseignement technique (qui mériterait d'être publié et développé) et un rapport intéressant à plus d'un titre de Pierre Coli, militant syndicaliste C.F.T.C., sur *le recrutement des jeunes dans les syndicats.* Notons aussi une improvisation de l'ami Thevenon qui, en quelques mots, rappela aux intellectuels présents que les ouvriers jeunes et vieux réclament de substantielles réalités avant de goûter à l'ivresse des idées générales.

Dire que ces débats furent engagés surtout entre enseignants et étudiants en restreint la portée sans en détruire l'intérêt. Il n'est pas mauvais que les militants syndicalistes soient instruits sur la formation de ce que l'on appelle « les élites ». Ne serait-ce que pour confirmer leur conviction d'un renouvellement nécessaire des valeurs fondamentales. Cependant ce sont des questions beaucoup plus graves qui retiennent aujourd'hui notre attention.

C'est un jeune, sympathique, d'une sincérité presque redoutable : René Passet, qui présenta le rapport introductif sur la situation de la jeunesse dans le monde moderne et qui fut appelé à conclure « formellement » les débats en tentant de préciser les espoirs de la jeunesse.

Son rapport se « centrait » autour de deux idées essentielles : le refus par la jeunesse du monde moderne, l'impuissance à transformer le monde moderne.

Sans doute, Passet ne veut-il pas s'abandonner à la résignation fataliste et au désespoir. Mais il y a déjà une sorte de hiatus tragique dans l'expression de ce refus et l'affirmation de cette impuissance. Nous retrouvons l'état d'esprit des militants que les prévisions de la guerre atomique éloignent de toute construction et de toute action internationales. Seulement, cet abandon prend un caractère catastrophique lorsqu'il est déterminé par l'ensemble du monde moderne, de la technique moderne et lorsqu'il caractérise les jeunes les plus conscients et les plus capables de réaction.

Nous avons évoqué deux phénomènes passés dont l'étude permettrait peut-être de résoudre les problèmes posés quant à la situation et aux espoirs de la jeunesse. La détresse matérielle et morale de la jeunesse allemande au lendemain de l'avant-dernière guerre — détresse dont Eric-Maria Remarque a porté témoignage — s'était manifestée aussi bien par la rupture totale entre les jeunes survivants et la vieille culture traditionnelle que par la croissance hors de l'école, de l'atelier et de la famille d'une jeunesse « déclassée » qui, en fin de compte, n'a trouvé à s'employer que dans les bataillons de Hitler et à ne subsister que dans les maisons des S.A. et des SS.

Le désespoir virulent ou silencieux de cette jeunesse soviétique, que Kravchenko a représentée devant le monde occidental, ne révèle-t-il pas plus que tous les documents et statistiques l'atroce faillite de la construction socialiste à laquelle toute humanité a été sacrifiée !

La jeunesse condamnée au chômage endémique, la jeunesse s'offrant délibérément et volontairement à la machine étatique et totalitaire... ce sont là les deux termes d'un mouvement engagé sous le double signe du refus et de l'impuissance. Si les anciens ne se libèrent pas de la peur atomique, s'ils ne veulent pas opposer l'efficacité de l'action collective à la monstrueuse efficacité des machines... il ne restera aux jeunes qui veulent survivre que la solution de la table rase, que la rupture totale, définitive avec les institutions, les groupements et les hommes du passé lointain et proche. Mais voudront-ils survivre ?

LA SUCCESSION DE STALINE

Le 6 mars, il y aura deux ans que Staline est mort. Et déjà l'ère Malenkov est close. Par la faute des démocraties occidentales — proclame M. Claude Bourdet — qui n'ont pas répondu aux appels du successeur de Staline, qui n'ont pas compris que Malenkov représentait l'espoir de « détente internationale ».

Le livre de Julian Gorkin, *Destin du XXe siècle,* paru en 1954, dont nous n'avons pas parlé lors de sa publication, prend une actualité que soulignent ses sous-titres : « De Lenine à Malenkov », « Coexistence ou guerre permanente ».

Que la personnalité de l'auteur soit discutée par certains de nos amis les plus respectés, ce n'est pas pour surprendre ceux qui connaissent la participation de Gorkin à l'action internationale du communisme orthodoxe ou hérétique. Ce n'est pas un motif suffisant pour mépriser un témoignage dont les conclusions ne s'opposent pas aux nôtres. D'autant plus que Gorkin résiste mieux que d'autres à la tentation de justifier par l'antistalinisme « les denrées politiques les plus avariées et les plus réactionnaires : le franquisme espagnol, le néo-fascisme italien, le maccarthysme américain ». Il reste cependant trois graves sujets de controverse :

1° Convient-il de ne voir dans le stalinisme que l'héritier — sans doute dégénéré — de Lénine ? Ou Staline né de Lénine ne tient-il de son père que « l'être » et non la raison d'être ?

Il semble établi que Lénine a rompu brutalement avec celui qu'il avait voulu utiliser comme un instrument provisoire. Lénine ne subordonnait les moyens à la fin qu'en situant celle-ci dans l'immédiat, la fin d'une étape : la prise du pouvoir. Déjà dans son grand article sur « Impôt alimentaire » (1921) qui lança la N.E.P., il entendait justifier la fin socialiste par les moyens techniques et humains. Et son livre *l'Etat et la Révolution* reprend la vieille thèse socialiste d'un Etat conquis pour être finalement détruit.

Il y aurait de cette controverse une autre conclusion à tirer. Que Lénine justifie Staline a posteriori — ou que Staline n'ait triomphé que par la disparition totale de Lénine — la succession de l'un à l'autre ne prouve-t-elle pas qu'on ne peut utiliser l'Etat pour la Révolution ; qu'il y a opposition irréductible entre ces deux puissants dieux ; qu'un révolutionnaire authentique est d'abord un ennemi de l'Etat ?

2° Convient-il de ne voir dans Mao Tsé-toung et Ho Chi-minh que les prolongements de Staline ? La révolution chinoise et la guerre d'Indochine ne furent-elles que deux offensives de Mos-

---

(2) Dans la « Correspondance Socialiste Internationale », que dirige notre ami Marceau Pivert, on s'étonne du silence des Amis de la Liberté sur le cas de Messali Hadj. Nous avons posé la question à Jacques Enoch, secrétaire général des Amis de la Liberté, qui nous précise qu'en mai se tiendront des séances d'études consacrées à l'Afrique du Nord, auxquelles participeront des militants africains authentiques et qui permettront aux A. d. L. de défendre les opprimés en connaissance de cause.

cou contre les démocraties occidentales, au même titre que le coup de Prague, le blocus de Berlin, l'agression en Corée... Ou bien s'agit-il de deux phénomènes indépendants, dont les causes sont strictement indigènes et endémiques ?

Nous avons ici soutenu la seconde thèse. Nous rangeons délibérément le colonialisme parmi les denrées politiques avariées et réactionnaires. Mais certains d'entre nous ne se dissimulent pas que l'intégration de la Chine et du Vietnam du Nord dans le système soviétique change la face du problème.

3° Convient-il enfin d'opposer au mythe de la coexistence la réalité de la guerre permanente, pour justifier toutes opérations au sein de l'empire totalitaire, toute procédure exceptionnelle contre les « conspirateurs bolchevistes » au sein du monde démocratique ?

Aucune considération morale ne retient notre adhésion. Les tyrans de Moscou et leurs agents se sont placés hors de l'humanité ordinaire. Il n'y a entre eux et nous ni pensée commune, ni langage commun, ni droit commun.

Mais si nous nous solidarisons pleinement avec les travailleurs de l'empire soviétique — même et surtout lorsqu'ils se révoltent — si nous ne sommes engagés ni par la conspiration « communiste » ni par la répression qui la frappe — nous ne pouvons confier en toute sécurité aux politiciens et aux militaires des nations « atlantiques » la charge de combattre *par tous les moyens* le post-stalinisme à l'intérieur et à l'extérieur de son empire. Car les moyens employés peuvent être arbitrairement choisis et arbitrairement utilisés. Ne le reconnaît-on pas en rejetant tout accord avec les Franco et les Mac Carthy que l'antistalinisme a fortifiés ou engendrés ?

Cependant, la lecture actuelle du livre de Gorkin — écrit après la mort de Staline et la liquidation de Beria — explique avant la lettre la dégradation de Malenkov. Il ne peut être question que de la succession de Staline à l'intérieur du système stalinien — c'est-à-dire d'intrigues personnelles au sein de la caste dirigeante, ou de conflits entre castes que l'omnipotence de Staline ne peut plus arbitrer.

La police que dirigeait Beria était-elle et demeure-t-elle le véritable Etat — comme l'affirme Gorkin — ou tendait-elle à le devenir, grâce à l'omniprésence de son appareil, ses moyens de pression sur tous les politiciens et surtout l'importance du domaine industriel dont le « travail forcé » lui assurait la pleine propriété ? Staline prévoyait le danger. Il liquida successivement Yagoda et Yékhov, les chefs sanglants de la N.K.V.D.

Sous Staline, Beria était naturellement destiné au même sort. Il ne sut pas profiter assez rapidement du sursis dont il jouit par la mort du tyran. Sa chute, le 17 juillet 1953, apparait comme l'accomplissement d'une des dernières volontés de Staline. Ses vainqueurs : Malenkov, Khrouchtchev et Boulganine-Joukov, représentent la caste politico-administrative et la caste militaire.

De ces vainqueurs, désignés par Gorkin, un seul est aujourd'hui rétrogradé. Mais les commentateurs occidentaux n'ont décidément rien appris, depuis la mort de Lénine. Déjà, en 1924, Boris Souvarine ridiculisait leurs puérils pronostics, quant à l'occupation du pouvoir apparent (le Conseil des commissaires du peuple) tandis qu'ils ignoraient le pouvoir réel (le bureau politique du parti). En abandonnant le secrétariat du parti, Malenkov avait déjà perdu la réalité du pouvoir. Le meneur du jeu pouvait le déplacer, selon une mise en scène minutieusement préparée, sans lui faire l'honneur d'une tragique liquidation. Une grotesque parade de clown qui « reçoit les gifles » suffisait comme humiliante dégradation de l'homme à « couleur du Kremlin ». Il n'est pas impossible qu'il soit utilisé dans un procès spectaculaire et purgatif. Il n'est pas impossible que de souterraines intrigues le replacent au premier rang. Mais à moins d'une révélation miraculeuse, cet abbé « blafard » ne peut sortir du couvent. Il n'y a pas eu d'ère Malenkov. L'ère stalinienne n'est pas close.

Ce qui ne veut pas dire qu'il ne s'est rien passé depuis deux ans. C'est une bouffonnerie que de chercher dans les déclarations d'un Malenkov et de l'éternel Molotov les signes d'une orientation internationale nouvelle. C'est oublier complaisamment les zigzags de la politique stalinienne de 1933 à 1939, de 1941 à 1952. Nous avons rappelé (R.P. février 1954) le tournant de 1934 provoqué par l'accord germano-polonais. Gorkin cite Jésus Hernandez démontrant dans « La Grande Trahison » que Staline a préparé son pacte avec Hitler, dès la chute de Barcelone qui contrariait son espoir d'un conflit méditerranéen, détournant l'Allemagne du champ oriental. C'est bien par la seule responsabilité d'Hitler que le pacte a été rompu en 1941. C'est aussi par sa stupidité tyrannique qu'Hitler a sauvé le régime stalinien en dressant contre l'Allemagne les populations russes qui avaient salué la débâcle des armées russes comme les prodromes de la libération. Et il semble établi aujourd'hui que Staline projetait de trahir ses alliés en signant la paix séparée avec Hitler, en 1943. Nous avons suffisamment insisté sur le but des manœuvres staliniennes d'après guerre : dissocier le bloc atlantique, séparer l'Allemagne de l'Occident. Mais c'est bien Staline qui a conçu et formulé cette politique, prolongée sous Malenkov.

C'est tout autre chose que révèlent les accidents post-staliniens. Autre chose que la R.P. a déjà exposé. Autre chose que Staline signalait en convoquant en octobre 1952 le **XIX**e Congrès du parti communiste russe, *treize ans après le XVIIIe Congrès* (1939). C'est l'affermissement de la caste technocratique, composée de privilégiés qui veulent jouir pleinement de leurs privilèges et les prolonger en droits politiques. Staline a voulu maintenir la suprématie de la caste politico-administrative et policière, c'est-à-dire du parti. Ses successeurs, moins assurés que lui, ont tenté de neutraliser les techniciens, en abandonnant les projets « industriels » démesurés et démentiels du dictateur défunt, en augmentant le volume des marchandises offertes presque exclusivement aux consommateurs privilégiés, en assouplissant le système du travail forcé. De là les révélations sur la situation lamentable de l'agriculture, les massives sorties d'or, les essais d'échanges avec l'Ouest... Il semble que cette nouvelle politique n'ait pas atteint ses objectifs. La caste qui n'a vaincu que grâce à l'appui de la caste militaire n'a-t-elle plus d'espoir de survie que dans un renforcement de son pouvoir ? Veut-elle soumettre davantage les techniciens privilégiés aux lourdes servitudes d'une industrialisation monstrueuse d'un rythme accéléré ? Compte-t-elle sur la propagande belliciste pour satisfaire les ambitions des militaires ? Normalement, les techniciens devraient l'emporter à plus ou moins longue échéance sur les deux castes parasitaires. Mais on peut prolonger artificiellement l'anomalie... jusqu'à la guerre inclusivement. Ce qui n'est pas exclu c'est que le parti — réduit par Staline à une pyramide d'automates — ne puisse résister à un coup d'Etat bonapartiste.

Nous en revenons toujours à la même conclusion. La paix du monde dépend essentiellement d'un réveil des peuples colonisés par Staline et du prolétariat russe absent des conflits autour de la succession de Staline. La victoire de la technocratie, en dissociant le parti et en décapitant l'armée, aboutira-t-elle à une nouvelle lutte de classes, des exploités contre les privilégiés ? Ce serait une raison suffisante pour la souhaiter.

R. H.

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

Au cours d'une réunion tenue le mois dernier le Cercle Zimmerwald a discuté et approuvé la déclaration suivante :

POUR L'UNITE DU TROISIEME CAMP.
Contre les deux camps de la guerre.
Pour un monde démocratique.

Washington et Moscou cherchent à diviser le monde en deux vastes camps armés. Chacun essaie d'enrôler les gouvernements et les peuples de la planète dans ses propres rangs, soit par des promesses, soit par une pression économique et politique, soit par des menaces ou une coercition directe. Ils cherchent à mettre en ligne alliés et satellites pour un combat qui déterminera lequel des deux imposera sa puissance impérialiste et son système social au monde entier. L'aboutissement de cette lutte, à moins qu'on n'y mette arrêt, sera la guerre atomique.

Mais dans le monde entier, des masses de gens résistent passivement ou activement pour ne pas être absorbés par l'un ou l'autre des camps de la guerre. Et cette résistance, alliée aux difficultés politiques et économiques que rencontrent les classes dirigeantes aussi bien en Amérique qu'en Russie, a amené une accalmie temporaire dans la guerre froide. Le monde a gagné un temps de répit.

Ce temps de répit est une chance offerte à tous les individus et à toutes les organisations dispersées à travers le monde et qui ne veulent pas être les simples pions d'un échiquier dans le combat entre le capitalisme et le stalinisme. Et si on ne le met pas à profit pour mobiliser les peuples derrière un programme positif de résistance aux deux puissances mastodontes, le seul aboutissement sera la désillusion et une nouvelle poussée vers la guerre. A cette mobilisation des peuples, à ce programme, nous donnons le nom de Troisième Camp.

Le Troisième Camp ne peut pas être simplement une « troisième force » composée de puissances se plaçant à côté des deux blocs qui aujourd'hui dominent et divisent le monde. Nous ne concevons pas le Troisième Camp comme un autre bloc dont le système économique et social ne serait en aucune façon à distinguer de l'un de ceux qui existent déjà.

Pour offrir un espoir réel à l'humanité, les mouvements et groupes sociaux qui composent le Troisième Camp doivent s'opposer à l'ordre social de l'un et l'autre des deux camps de la guerre aussi bien qu'à la guerre froide militaire et diplomatique qu'ils mènent actuellement.

Mais ils ne peuvent se contenter d'être une simple force négative ou passive. Ils doivent être animés par un principe positif, l'idéal d'un ordre nouveau, libre, humain et démocratique qui soit supérieur à ce que les deux camps de la guerre ont à offrir. Dans un tel ordre, les peuples des pays sous domination stalinienne ou capitaliste reconnaîtront l'issue où ils trouveront eux aussi la paix et la liberté.

Le Troisième Camp ne peut, à l'heure actuelle, être conçu comme une organisation ou un mouvement unifié à l'échelle mondiale, avec une idéologie, une stratégie et un but uniques. Il est plutôt composé d'une grande variété de mouvements et d'organisations dispersées dans le monde. Chacun d'eux a pris naissance et s'est développé dans des conditions historiques et sociales qui lui sont propres. Ils sont attirés les uns vers les autres par leur opposition concrète aux deux camps actuels de la guerre et par une large aspiration commune pour une société démocratique.

Bien que chaque organisation, à l'intérieur du mouvement du Troisième Camp, ait un programme personnel dont il pense qu'il est le mieux adapté aux conditions politiques et sociales particulières et aux problèmes de son propre pays, nous affirmons que nous avons en commun les grands principes suivants :

1) Nous rejetons les politiques de guerre, les préparatifs de guerre, les objectifs de guerre du stalinisme et du capitalisme, et nous nous y opposons ;

2) Nous rejetons les proclamations des gouvernements des deux camps de la guerre qui tendent à faire croire que leurs programmes militaires ont pour but de défendre leur indépendance nationale contre une agression de l'ennemi. En Amérique, en Russie et chez leurs alliés et satellites, les classes dirigeantes, loin de défendre les peuples, se servent d'eux pour leurs visées propres impérialistes et militaires. Bien plus, l'un et l'autre bloc menacent l'indépendance des autres peuples à travers le monde.

Le commun des peuples de tous les pays veut défendre et préserver son indépendance contre l'agression ou la domination impérialiste. Mais la défense de la communauté nationale, au véritable sens démocratique, ne peut être assurée que lorsque la masse des gens dans chaque pays a établi une société qui est vraiment démocratique dans tous ses aspects et qui peut, par là même, défendre sa propre liberté et celle des autres peuples par des moyens soit militaires, soit non violents selon ce que les peuples auront librement choisi ;

3) Ceux d'entre nous qui sont pacifistes ou qui adhèrent au système de la non-violence de Gandhi pensent qu'aucune solution progressive aux problèmes des peuples ne peut sortir d'une guerre ou des préparatifs militaires. Ceux d'entre nous, comme c'est le cas pour de nombreux socialistes, qui n'acceptent pas le pacifisme personnel ou les méthodes de la résistance par la non-violence de Gandhi comme moyens de lutte généralement applicables, ne peuvent admettre un tel rejet absolu de la guerre comme moyen de défendre une nation ou de la libérer d'une oppression étrangère ou interne ;

4) Nous sommes d'accord pour ne pas faire dépendre des seules méthodes parlementaires, à n'importe quel moment et dans tous les pays, le triomphe sur l'injustice, le renversement des forces qui contrôlent et qui exploitent l'ordre actuel, et l'établissement des bases d'une société vraiment démocratique. Nous croyons en la mobilisation des travailleurs, fermiers et « petites gens » pour une action directe dans des grèves contre la ségrégation ou contre les atteintes aux libertés civiles et autres. A ceci, certains d'entre nous voudraient ajouter la résistance individuelle ou par groupes à la conscription ainsi que d'autres actes de désobéissance civile comme moyens de combat pacifique qu'ils prônent et pratiquent selon l'occasion du moment ;

5) Nous sommes pour la propriété démocratique, le contrôle et la gestion des ressources et industries de base dans tous les pays. Ce qui signifie que nous rejetons la propriété privée et le monopole du contrôle de ces ressources et de ces industries aussi bien que la propriété d'Etat avec contrôle bureaucratique.

Ce vers quoi il faut tendre, c'est la plus large participation directe de la masse des producteurs

et consommateurs à tous les stades de direction, d'administration, de planification et d'exécution dans la production, le transport et la distribution des marchandises. De cette manière seulement, la société peut tendre à humaniser la technologie du machinisme et la subordonner à l'homme au lieu du contraire ;

6) Nous sommes tombés d'accord que le mouvement du Troisième Camp doit adhérer fermement à la démocratie à la fois dans ses propres rangs et dans la société en général. Son propos doit être d'organiser la volonté du peuple en vue du combat politique et social le plus large et le plus démocratique et non de rechercher une voie « facile » d'accès au pouvoir grâce à l'action d'une élite peu nombreuse.

Dans ces combats politiques et sociaux du Troisième Camp, nous sommes donc en faveur de ces moyens démocratiques qui suscitent la participation des couches les plus larges de la population dans la lutte et les prépare ainsi à prendre en main l'administration de la société nouvelle quand leurs efforts auront été couronnés de succès. Nous rejetons les moyens de lutte qui tendent à créer une bureaucratie contrôlant les mouvements populaires, éloignant ainsi le peuple de l'exercice du pouvoir réel.

***

La masse des gens qui, à travers le monde, n'éprouvent aucune fidélité fondamentale pour l'un et l'autre des camps de la guerre est énorme. Mais elle est divisée et à l'intérieur de chaque pays, elle est souvent ignorante de l'existence de sentiments semblables aux siens dans d'autres pays. Le premier pas pour les rapprocher, de sorte qu'ils puissent en temps voulu exercer cette force qui résulte de l'unité, est de les rendre conscients de la similitude des idées et des objectifs qui les unit.

C'est dans le dessein de promouvoir la conscience de ces faits que nous signons cette déclaration.

Adresser toutes communications à :
THIRD CAMP CONTACT COMMITTEE
A. J. Muste, chairman
513 West 166th street
New York City 32, New York, USA.

GUSTAVE HERVÉ ET L'AFFAIRE DU DRAPEAU DANS LE FUMIER

Il est exact, comme l'écrit Hagnauer, que Gustave Hervé qui devait finir dans un couvent, patriotard et réactionnaire à tous crins n'est devenu antipatriote que dans la deuxième étape de son évolution. Mais les souvenirs d'Hagnauer ne sont pas exacts quand il énonce que l'*Histoire de France* d'Hervé aurait eu Albert Mathiez pour collaborateur. Mathiez a bien collaboré à une *Histoire de France* destinée à l'enseignement primaire supérieur (Juven, éditeur, 1911), mais avec Pierre Brizon, alors professeur de l'enseignement technique. A la vérité, il y a eu plusieurs *Histoire de France* d'Hervé. L'une, « pour les grands », destinée aux grands élèves des écoles primaires et primaires supérieures a paru pour la première fois en 1904. Elle a été rééditée en 1910, revue et corrigée, aux éditions de la *Guerre Sociale*. Il y a eu aussi une *Histoire de France* (cours élémentaire et moyen) qui a été faite en collaboration avec G. Clémendot. Enfin, il y a eu en 1930 une *Nouvelle Histoire de France* de Gustave Hervé seul, qu'édita Arthème Fayard, avec quatre lignes (au lieu de deux pages) sur la Jacquerie, l'apologie de l'Eglise, de Louis XIV, etc.

Au sujet du drapeau planté dans le fumier par Hervé, il est exact comme le dit Louzon qu'il s'agit non du drapeau en général, ni du drapeau de Valmy, mais du drapeau de Wagram.

Comme la répudiation totale ou partielle du drapeau national a été et est étroitement liée à l'amour du drapeau rouge ou du drapeau noir, je suis amené à traiter cet épisode dans le chapitre VI de mon *Histoire du Drapeau rouge*. Voici un extrait de ce chapitre :

...Le point de départ de l'affaire fut un article du *Travailleur socialiste de l'Yonne*. Il était intitulé : « L'anniversaire de Wagram » et signé « Un sans-patrie » (1). L'auteur, Gustave Hervé, n'était autre qu'un professeur agrégé au lycée de Sens, né à Brest en 1871 et — détail curieux — petit-fils d'un pavillonneur, c'est-à-dire d'un fabricant de drapeaux (2). C'était à l'époque, de son propre aveu, un socialiste très « blocard », mi-réformiste, mi-révolutionnaire et en même temps pacifiste enragé (3). Il s'était fait une spécialité, sous le pseudonyme « Un sans-patrie », de stigmatiser la caserne et ce qu'on appelait alors « la gradaille », dès les premiers numéros de l'organe fédéral hebdomadaire. Il y avait notamment publié dans le numéro du 27 octobre 1900 un appel aux conscrits, simple, clair, entraînant qui avait été remarqué. Depuis le mois de juin 1901, le ministre de l'Instruction publique Leygues l'avait suspendu de ses fonctions à cause de cet appel (augmenté de deux alinéas) reproduit dans le premier numéro du *Pioupiou de l'Yonne* (4).

Essayons de comprendre l'état d'esprit de Gustave Hervé quand il a rédigé son cinglant article sur le drapeau. Il apprend que le régiment caserné à Auxerre vient de célébrer l'anniversaire de Wagram, victoire qui pour lui est une « ignoble boucherie », une « grillade de blessés ». D'une plume vengeresse, il proteste à la fois contre la « journée de honte et de deuil » fêtée par l'armée républicaine et contre le compte rendu de la cérémonie paru dans l'hebdomadaire socialiste départemental. Il débute en utilisant le récit que lui a communiqué Fergan (Gaston Clémendot) (5), récit tiré des *Mémoires de Marbot* sur l'incendie des blés à Wagram, incendie tel que les soldats disaient : « Le feu de paille a tué autant d'hommes que le feu du combat ». En professeur d'histoire, il y ajoute, d'après Thiers, le récit du carnage et de l'orgie qui suivit la victoire et termine en suggérant une

(1) No du 20 juillet 1901. L'article a été reproduit ensuite dans **Les Temps Nouveaux**, supplément littéraire, no 4 de la 7e année, p. 820-821, dans l'un des **Cahiers Péguy** (7e cahier de la 3e série, 16 janvier 1902), dans **La Guerre Sociale**, 2e année, no 2, 25 au 31 décembre 1907, et dans le recueil d'Hervé **Mes Crimes**, paru en 1912.

(2) **Les Hommes du Jour**, 9 septembre 1911 (Gustave Hervé, par **Victor Méric**).

(3) **La Guerre Sociale**, 2 au 8 octobre 1912, conférence d'Hervé, réplique p. 4.

(4) **Gaston Clémendot : la Fédération des Travailleurs socialistes de l'Yonne, le Pioupiou et l'hervéisme**, 1945, (manuscrit), t. I, pp. 19, 28-29, 32-33.

(5) Renseignement fourni par G. Clémendot, transmis par Luas.

« façon vraiment digne et symbolique » de commémorer le souvenir de ces « ignominies » : « *Tant qu'il y aura des casernes, pour l'édification et la moralisation des soldats de notre démocratie, pour déshonorer à leurs yeux le militarisme et les guerres de conquête, je voudrais qu'on rassemblât dans la principale cour du quartier toutes les ordures et tout le fumier de la caserne et que, solennellement en présence de toutes les troupes en tenue n° 1, au son de la musique militaire, le colonel, en grand plumet, vint y planter le drapeau du régiment* ». (6).

C'est cette phrase isolée de son contexte qui permit de flétrir Gustave Hervé comme un ennemi du drapeau et d'en faire un épouvantail pour accabler les diverses formations qui allaient s'unir en avril 1905 pour fonder le parti socialiste. C'est cette phrase qui valut à Hervé sa notoriété brusquement conquise et sa révocation. Pourtant, il était clair qu'il ne trainait pas dans le fumier le drapeau tricolore en général mais le drapeau des carnages de l'Empire qu'un républicain digne de ce nom ne pouvait que repousser. « *Pour quiconque*, dira-t-il plus tard, *comprend le français et a lu l'article, c'est le drapeau surmonté des aigles impériales, c'est l'ignoble drapeau des boucheries napoléoniennes à qui s'adressent mes malédictions et non au drapeau de Valmy* » (7).

Cet article, précisera-t-il « n'a d'ailleurs jamais été poursuivi : il n'est pas poursuivable », puisque c'est « un article républicain et antinapoléonien, nullement antipatriote. » (8)

En effet, c'est pour l'appel paru dans le *Pioupiou de l'Yonne* et dont il est question plus haut qu'Hervé fut traduit pour la première fois en cour d'assises (13 novembre 1901) avec le sabotier Thomas, le typographe Monneret, l'instituteur démissionnaire Rousseau, le premier gérant, les deux autres rédacteurs du journal. Du reste, au cours du procès, Aristide Briand, avocat d'Hervé, dans sa plaidoirie, et Hervé en personne, dans sa défense se réclamèrent de la « France des Droits de l'Homme », plus glorieuse « que les patries de conquête et de sang ». C'était, indirectement, faire une fois de plus la distinction entre le drapeau de Valmy et le drapeau de Wagram. Au surplus, c'est si vrai qu'Hervé ne répudiait pas le drapeau tricolore en général qu'au témoignage d'un syndiqué de l'enseignement qui fut de mes amis (9), il accepta qu'on lui offrît au cours d'une réunion socialiste d'alors un bouquet de fleurs rouges enrubanné aux couleurs nationales.

Bien mieux, à la suite du déluge de protestations soulevé par son article, notamment celle du colonel du 4e d'Infanterie tenant garnison à Auxerre, Hervé, le 3 août, c'est-à-dire quinze jours après sa diatribe s'expliqua nettement dans le *Travailleur de l'Yonne*. Il déclara n'avoir voulu déshonorer que « le drapeau d'un soudard couronné, le drapeau de Wagram, le drapeau symbolisant le militarisme et les guerres de conquêtes » et non pas « le drapeau national de la République, le drapeau de Valmy » que l'on salit en le prostituant dans un anniversaire de « boucherie napoléonienne. » (10)

De plus, dans une lettre adressée au procureur de la République d'Auxerre, pour se dénoncer comme l'auteur de l'appel incriminé du *Pioupiou de l'Yonne* et de l'article sur l'anniversaire de Wagram, Hervé affirmait que le colonel du 4e de Ligne commettait « un grossier contre-sens » en voyant dans ce dernier article « une insulte à l'adresse du drapeau de son régiment ». Il ajoutait :

« *Nous allons voir s'il se trouvera dans l'Yonne un jury capable de considérer comme sacrilège ma protestation virulente contre la prostitution du drapeau de Valmy dans un anniversaire de boucherie napoléonienne...* » (11).

Le 25 janvier 1902, rendant compte d'une conférence faite par lui à Bassou, Hervé — toujours dans le *Travailleur* — précisait à nouveau sa pensée : « *A Bassou, Chambon, directeur du journal clérical la* Bourgogne, *daigna rappeler à l'auditoire que j'avais souhaité voir planter le drapeau de la France sur le fumier. Je donnai sur ce point les explications que tous nos lecteurs connaissent.*

» Le drapeau tricolore de Valmy *est pour nous des plus respectables, car il symbolise la résistance d'un peuple à l'invasion, la défense de la République et de la Révolution contre l'idée monarchique et aristocratique ; mais le drapeau tricolore de Wagram, surmonté de l'aigle impériale, le drapeau tricolore que les soudards napoléoniens ont traîné dans le sang des peuples pour le caprice et la folie d'un despote, je suis prêt à le planter — symboliquement — où dit M. Chambon, et j'espère que j'aurai derrière moi, pour cette opération, tous les républicains de Bassou !* » (12).

Ce sont donc les réactionnaires qui ont créé de toutes pièces la légende du drapeau tout court dans le fumier. Mais cette légende n'eût pu s'accréditer, d'une part sans l'équivoque de la formule telle qu'Hervé l'a employée et qui prêtait à des interprétations diverses, d'autre part sans la triple complicité des républicains, des socialistes... et même de Gustave Hervé. Sur ce dernier point, Hervé s'est expliqué en ces termes :

« *On était à quelques mois des élections, on exploitait contre eux tous « le drapeau dans le fumier ». Ils n'avaient qu'une chose à faire pour couper les ailes à la légende et faire taire les réactionnaires : publier l'article intégralement. Il n'aurait pas déparé leurs journaux : malgré l'image truculente de la fin, il est d'une belle venue. C'est un des moins mauvais que j'aie jamais écrits. Seulement la peur de l'électeur qui fait faire tant de sottises et de saletés les retint ; ils n'osèrent pas le publier et la légende se créa.*

» *Un seul candidat, à ma connaissance, eut l'intelligence et le courage de défendre mon article : c'est le député radical Vazeilles, du Loiret. Toute sa campagne se fit là-dessus. Au premier mot des réactionnaires, il sortait mon article, le lisait devant ses électeurs, et ceux-ci, du plus timide aux plus avancés des républicains, applaudissaient frénétiquement. Naturellement, Vazeilles fut réélu à une majorité écrasante.* » (13)

Hervé, si sévère pour les autres, est bien indulgent pour lui-même, car consciente ou même inconsciente, comme le soutint Louis Lapicque dans la *Petite République*, sa complicité n'est pas niable. Il lui eût suffi dans les journaux parisiens de quelques mises au point analogues à ses explications du *Travailleur de l'Yonne* pour dissiper le malentendu sur le plan national. On sortait de l'affaire Dreyfus, on l'eût compris, comme l'exemple du Loiret le prouve. Il faut croire que le bruit fait autour de son nom ne déplaisait point au militant quasi inconnu. Malgré les instances de ses amis, il laissa la légende s'accréditer et le « pétard » retentit dans toute la France (14). C'est ce qui faisait dire au

(6) **Le Travailleur de l'Yonne**, 20 juillet 1901.

(7) **La Guerre Sociale**, 2 au 8 octobre 1912, conférence d'Hervé, réplique p. 4.

(8) **La Guerre Sociale**, 6 au 12 octobre 1909. (Le véritable Briand, par **G. Hervé**).

(9) Souvenir de Jules Leclerc, l'un des premiers instituteurs syndiqués de l'Oise.

(10) **G. Clémendot**, o. cité, p. 36.

(11) **Ibid.**, p. 36-37.

(12) Communication Clémendot-Luas. Ce texte est tout à fait remarquable en ce qui concerne la première partie du second alinéa, car il annonce le Hervé jusqu'auboutiste de la guerre de 1914-18.

(13) **La Guerre Sociale**, du 6 au 12 octobre 1909 (Le véritable Briand, par **G. Hervé**).

(14) **Victor Méric : A travers la jungle politique et littéraire**, p. 214.

vieux Lafargue : « *Hervé tire des pétards pour faire retourner les passants* ». (15).

Il reste donc comme l'écrivit Victor Méric que le fameux drapeau dans le fumier ne fut, si l'on peut dire, « qu'un véritable bateau » (16). Mais ce bateau devint un vaisseau de haut bord permettant au Breton têtu de porter au plus haut, plusieurs années durant, la propagande antipatriotique. Car les hommes sont prisonniers de leur légende. On s'en aperçut quand Hervé, « rectifiant son tir » dès 1909 et surtout en 1912, éprouva le besoin de s'expliquer. Alors la majeure partie des libertaires, des syndicalistes révolutionnaires, des socialistes « insurrectionnels » qui le soutenaient frénétiquement s'accrochèrent au « drapeau dans le fumier » dans le sens même où l'entendait la réaction, sens qu'ils donnaient eux-mêmes à l'expression. Et lorsque Hervé fit remarquer à la réunion de la salle Wagram fin septembre 1912 que c'était le drapeau de Wagram et non de Valmy qu'il avait visé, Boulay lui cria : « C'est le même que le drapeau de Fourmies, de Narbonne et de Villeneuve-Saint-Georges ». Sur quoi Hervé, rejoignant la thèse de Jaurès, répliqua :

« *Plantez à côté du drapeau de Wagram tant que vous voudrez, le drapeau de Fourmies, de Narbonne et de Villeneuve, mais je refuse d'y planter le drapeau de Valmy, car ce drapeau-là, dans ses plis tricolores, avait la même signification, portait les mêmes espérances qu'aujourd'hui le drapeau rouge de notre Internationale* ». (17)

L'anarchiste André Girard peut être considéré comme le prototype de tous ceux qui applaudirent au geste d'Hervé, sans faire la moindre distinction. Dans un article de tête du journal de Jean Grave et sous le titre significatif : « Au fumier le drapeau ! », Girard évoquait les théories de conscrits plus ou moins avinés déambulant dans la capitale en vociférant des refrains imbéciles et revêtus d'un accoutrement bariolé, pastiche des « chie-en-lit du mardi gras ». Il fustigeait ces jeunes hommes inconscients, espoir de la mère-patrie, qui allaient devenir les gardiens du drapeau « cet emblème de la religion nouvelle, laïque et obligatoire ». Il concluait sur ces mots : « *Ce drapeau que vous trimbalez par les rues et que vous associez à vos orgies, à vos obscénités et à vos vomissements, ce drapeau que vous traînez à plaisir dans le fumier de toutes les hideurs morales, c'est l'emblème des haines internationales au nom duquel on couvre l'univers de ruines et de cadavres. Vous qui le roulez dans la fange, poursuivez, conscrits, votre œuvre humanitaire. Qu'il soit par vous à tel point couvert de souillures qu'il devienne pour les plus réfractaires un suprême objet de dégoût. Alors, certainement, les peuples désabusés sauront faire régner la paix sur la terre.* » (18)

Comme André Girard, le dessinateur Grandjouan prenait lui aussi à la lettre la formule hervéiste. Au moment où l'expédition marocaine faisait rage, il publia dans le journal même d'Hervé un dessin suggestif au titre suggestif : « Vive le Maroc, Monsieur ! » On voyait un charnier fumant de Marocains hanté par des vols de corbeaux. Au centre, planté dans le ventre d'un indigène, flottait le drapeau tricolore qu'un soudard, à côté, montrait à un capitaliste en lui disant : « *Mon cher, quand le Drapeau est planté sur ce fumier-là, ça vaut de l'or !* » (19)

(15) Id., page 198 et **Zévaès : Le Socialisme en France depuis 1904**, p. 17.

(16) **Victor Méric : A travers la jungle politique et littéraire**, p. 214.

(17) **La Guerre Sociale**, 2 au 8 octobre 1912.

(18) **Les Temps Nouveaux**, n° 39, 26 janvier au 1er février 1902. — C'est vraisemblablement, de l'art. de Girard qu'a été tirée la brochure **Au fumier le drapeau**.

(19) **La Guerre Sociale**, du 18 au 24 décembre 1907.

Détail piquant, il se trouva un anarchiste rémois, Victor Grimbert, chiffonnier, fondateur en 1902 du Syndicat des hommes de peine de Reims, qui se permit de planter réellement un drapeau tricolore sur un tas de fumier de sa propriété. Et quel drapeau ! Le vieux drapeau de la sous-préfecture jeté aux ordures ! Le geste fit scandale lors du passage d'un régiment devant chez Grimbert boulevard Charles-Arnould. D'autant plus que Grimbert accueillit fraîchement le lieutenant qui — nous citons la *Guerre Sociale* — arracha « le calicot national de son piédestal malodorant ». Grimbert, traduit devant le tribunal correctionnel de Reims et défendu par l'avocat Jacques Bonzon du barreau de Paris fut acquitté. Le journal d'Hervé, après avoir tiré un écho de ce fait, triompha en ces termes :

« *Avis au public. Il n'est pas défendu — il est même recommandé — de planter le calicot tricolore sur son fumier, à condition que l'on soit chez soi. Qu'on se le dise.* » (20)

Malgré tous ses efforts, Hervé ne put faire admettre son *distinguo* trop tardif. Ceux des militants qui trouvaient d'un modérantisme excessif l'attitude du parti socialiste quant à l'idée de patrie ne pouvaient l'admettre et le distinguo passait par-dessus la tête de l'immense majorité des lecteurs fanatiques de la *Guerre Sociale* qui avaient pris la formule d'Hervé dans une acception extrémiste. Ainsi que Raymond Lefebvre, très finement, en a fait la remarque :

« *Le peuple, plus audacieux et moins subtil, le peuple à qui son ignorance historique évite le danger des anachronismes, a compris le drapeau sur le fumier, le drapeau tout court.* » (21)

C'est si vrai qu'à l'époque même où Hervé tentait vainement de se dégager de sa légende, on apposait dans une ville de garnison comme Saint-Mihiel une affiche destinée aux soldats. Après avoir traité le drapeau national de « foutaise », elle se terminait sur ces mots :

Souvenez-vous toujours de l'endroit où l'on met les drapeaux : dans le fumier (22).

Maurice DOMMANGET.

(20) **La Guerre Sociale**, 2 au 8 juin 1909 et renseignements fournis par R. Gérard (Reims). — Victor Grimbert, qui a des descendants, fut interné au camp d'Aurec (Haute-Loire) en 1914 où il contracta de l'asthme. Il mourut en 1929 et fut enterré au cimetière du 4e canton de Reims.

(21) **Clarté**, 15 novembre 1922, étude posthume de **R. Lefebvre :** (La mort de Jaurès et de l'internationalisme jaurésien).

(22) **La Bataille Syndicaliste**, 29 septembre 1912.

CONFERENCE NATIONALE DE PAQUES

9 et 10 AVRIL - MAIRIE DE PUTEAUX

SALLE DES CONFERENCES

***

Pour se rendre à la mairie de Puteaux prendre le métro jusqu'au Pont de Neuilly et de là l'autobus 157.

***

Envoyez votre souscription pour nous aider à couvrir les frais les plus urgents, à :

Yvette Richaud, 20, rue Sainte-Marthe, Paris 10e.
C. C. P. Paris 7497-93.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

MARDI 1er FEVRIER. — La Ligue internationale des Droits de l'Homme proteste contre les exécutions des deux Israéliens condamnés pour espionnage au **Caire.**

Harvey Matusow, le principal témoin au procès des chefs **communistes américains**, vient d'annoncer qu'il annulait son témoignage.

JEUDI 3 FEVRIER. — **La Chine Populaire** refuse l'invitation du Conseil de Sécurité.

VENDREDI 4 FEVRIER. — Nouveaux attentats terroristes à **Casablanca** (Maroc).

Au Soviet suprême de l'**U.R.S.S.**, l'étude du budget montre une augmentation de 10 % des crédits militaires.

Au **Caire**, les chefs des gouvernements arabes ont envoyé des représentants pour essayer de concilier les thèses de l'Egypte et de l'Irak au sujet du pacte turco-irakien.

A Genève, la première conférence européenne de l'**O.I.T.** se termine par une recommandation sur l'âge de la retraite qui devrait être fixée entre 60 et 65 pour les hommes et 55 et 60 pour les femmes.

Le Gouvernement japonais accepte d'ouvrir des négociations avec l'**U.R.S.S.**

SAMEDI 5 FEVRIER. — En conclusion du débat sur l'Afrique du Nord, l'Assemblée nationale a renversé le **cabinet Mendès-France** par 319 voix contre 273 et 22 abstentions.

MARDI 8 FEVRIER. — A Moscou, au Soviet suprême, Malenkov fait annoncer sa démission, parce que responsable des échecs subis dans la politique agricole. Le maréchal Boulganine lui succède à la Présidence du conseil de l'**U.R.S.S.**

MERCREDI 9 FEVRIER. — Au Soviet suprême à Moscou, discours de Molotov qui annonce que l'**U.R.S.S.** est en avance sur les Etats-Unis pour la fabrication de la bombe H.

A Londres, conférence du **Commonwealth** qui se prononce en faveur d'une politique de détente.

Les deux centrales syndicales **américaines**, l'A.F.L. et le C.I.O. annoncent un accord de principe sur leur fusion.

JEUDI 10 FEVRIER. — M. Pinay renonce à constituer le **cabinet** après le refus du M.R.P.

A Johnnesburg, en **Afrique du Sud**, évacuation forcée d'un faubourg indigène en vertu de la loi de discrimination raciale.

SAMEDI 12 FEVRIER. — Grève des mineurs noirs de **Rhodésie.**

Journée de manifestation dans toute la France organisée par la Fédération Nationale des **exploitants** agricoles.

LUNDI 14 FEVRIER. — M. Pflimlin du **M.R.P.** renonce à former le cabinet.

MARDI 15 FEVRIER. — A **Berne**, 7 réfugiés s'emparent de la Légation roumaine.

MERCREDI 16 FEVRIER. — Au **Caire**, entretiens entre M. Nehru, premier ministre de l'Inde et le colonel Nasser.

104 députés **anglais** signent une motion de Bevan pour une rencontre immédiate avec les Soviets.

SAMEDI 19 FEVRIER. — Le gouvernement **Pineau** constitué par le leader socialiste n'obtient pas la majorité à l'Assemblée Nationale.

LUNDI 21 FEVRIER. — Grève de 70.000 métallurgistes **sarrois.**

MERCREDI 23 FEVRIER. — Réunion à Bangkok en **Thaïlande** de la Conférence asiatique avec les représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, du Thaïlande, des Philipines, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Pakistan.

JEUDI 24 FEVRIER. — Le Gouvernement constitué par **M. Edgar Faure** obtient la confiance de l'Assemblée Nationale par 369 voix contre 210.

Le Bundestag de Bonn commence la 2e lecture des accords de Paris.

VENDREDI 25 FEVRIER. — A **Bagdad** signature du traité turco-irakien.

Restrictions de crédit en Angleterre pour enrayer l'inflation menaçante.

A Londres, ouverture de la conférence sur le désarmement.

SAMEDI 26 FEVRIER. — Fin de la grève des métallurgistes de la **Sarre.**

Le Gouvernement turc invite la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Iran à adhérer au **pacte turco-irakien.**

DIMANCHE 27 FEVRIER. — Elections japonaises, le parti démocrate reste le plus fort parti, mais les socialistes gagnent 23 sièges.

LA VIE DES CERCLES

CERCLE ZIMMERWALD

La prochaine réunion du Cercle Zimmerwald aura lieu

DIMANCHE 27 MARS, à 15 heures
78, rue de l'Université, PARIS (7e)

H. THOMAS traitera des problèmes ouvriers devant le développement de l'automatisme dans l'industrie.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE FEVRIER 1955

RECETTES

Abonnements ordinaires	84.330	
Abonnements de soutien	38.900	
		123.230
Souscription		3.400
Souscription 30e anniversaire de la « R.P. »		1.000
Vente au numéro		11.087
Vente « Chine »		1.700
Divers		1.000
		141.417
En caisse au 1er février 1955		102.840
		244.257

DEPENSES

Impression et papier (R.P. janv. et fév.)		158.090
Frais d'expédition (janvier et février)		10.649
Frais sur abonnements		40
Frais généraux		280
Téléphone		3.355
Divers		1.000
		173.414
En caisse au 28 février 1955 :		
Espèces	12.022	
Chèques postaux	58.821	
		70.843
		244.257

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bonnier (Maroc) 2.000 ; Jagaille (Seine) 2.000 ; G. Claveyrolas (Loire) 1.200 ; Poulet (S.-et-O.) 2.000 ; Petit (Paris) 1.500 ; Marquis (Paris) 1.500 ; Bermon (Var) 1.500 ; Wantiez (Congo) 5.000 ; Bardin (Ain) 2.500 ; anonyme (Charente) 2.000 ; Vidal (Haute-Loire) 1.000 ; R. Lapeyre (S.-et-O.) 2.000 ; Toesca (Seine) 2.000 ; Spinetta (S.-et-M.) 3.000 ; Soulacroix (Allier) 1.200 ; Landry (Vienne) 1.300 ; Bouhet (Alger) 1.200 ; G. Maupioux (Seine) 2.500 ; H. Rolland (U.S.A.) 3.500. — Total : 38.900 francs.

LA SOUSCRIPTION

Desachy (Oise) 200 ; Duperray (Loire) 200 ; Diette (Haute-Garonne) 300 ; Carmené (Côte-du-Nord) 200 ; Lèbre (Ardèche) 100 ; Verdelhan (Paris) 100 ; Elie (Nord) 200 ; Marion (Morbihan) 300 ; Hemy (Côte-d'Or) 700 ; Lucie Colliard (Seine) 200 ; Ponsot (Paris) 300 ; Le Clouërec (Ille-et-Vilaine) 200 ; Maure (Seine) 400. — Total : 3.400 francs.

SOUSCRIPTION 30e ANNIVERSAIRE « R. P. »

Allot (Finistère) 1.000 francs.